



NOVEMBER 2024

# Panorama du Capital-Investissement

## Afrique Francophone



## **PREFACE**

### **APERÇU MACROÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE FRANCOPHONE**

1.1 L'Afrique Francophone en Bref

1.2 Réflexion Sur Le Passé : Tendances des Performances Macroéconomiques

1.3 Perspectives Futures : Performances Macroéconomiques Prospectives

### **L'AFRIQUE FRANCOPHONE EN BREF : QUELQUES CHIFFRES CLES**

**3**

## **ÉVOLUTION DE L'ÉCOSYSTÈME DU CAPITAL-INVESTISSEMENT EN AFRIQUE FRANCOPHONE**

**14**

3.1 Activité du Capital-Investissement en Afrique Francophone

14

3.2 Activité du Capital-Investissement en Afrique Francophone par Classe D'actif

17

3.3 Activité du Capital-Investissement en Afrique Francophone par Pays

21

3.4 Activité du Capital-Investissement en Afrique Francophone par Secteur

24

3.5 Évolution des Cessions en Capital Investissement en Afrique Francophone

28

**4**

4

5

9

**10**

## **4. SPOTLIGHT: PARITÉ DANS LE CAPITAL-INNOVATION EN AFRIQUE FRANCOPHONE**

**30**

## **ANNEXES**

**34**



# Preface

C'est avec un immense plaisir que l'African Private Capital Association (AVCA) présente le deuxième volet de notre série « *Panorama Régional du Capital-Investissement* » qui adopte une perspective régionale sur l'activité et l'évolution du capital-investissement sur le continent africain. Après le succès de notre rapport inaugural consacré à l'Afrique Australe en Mai 2024, cette nouvelle édition met à l'honneur l'Afrique Francophone.

Ce rapport, premier dédié à l'Afrique Francophone marque une étape déterminante, tant pour l'AVCA que pour l'ensemble de la communauté des investisseurs actifs sur le continent. Elle témoigne de notre engagement à faire progresser la recherche et l'engagement avec cette région dynamique. En outre, il s'agit de la première publication bilingue de l'AVCA, garantissant l'accessibilité des informations clés auprès des professionnels autant anglophones que francophones.

L'Afrique Francophone, véritable vivier culturel et linguistique, regroupe 29 pays, dont 21 ayant le français pour langue officielle. Cette région, qui représente plus d'un quart des 1,5 milliard d'habitants du continent, a longtemps été sous-représentée en raison de la fragmentation de ses marchés, de sa dépendance aux ressources naturelles et de la barrière linguistique. Pourtant, elle se trouve aujourd'hui à un tournant décisif de son développement. Entre 2021 et 2023, sept des quinze économies africaines les plus dynamiques étaient francophones, reflétant un environnement économique de plus en plus propice à l'essor du capital-investissement. Par ailleurs, ces cinq dernières années, la région a régulièrement dépassé la moyenne continentale en termes de PIB par habitant. Au-delà de sa croissance économique, l'attractivité de l'Afrique Francophone a été encouragée par l'essor de l'internet mobile et des smartphones. Comptant parmi les régions ayant le taux de pénétration mobile le plus élevé du continent, elle a permis à un large éventail de la population d'accéder aux nouvelles technologies, ouvrant ainsi des marchés inédits pour les entreprises technologiques. De surcroît, le retour postpandémique de la diaspora a accéléré le développement de l'écosystème entrepreneurial, apportant expertise, capitaux et réseaux internationaux essentiels à l'expansion des entreprises locales et à l'attraction d'investissements internationaux.

L'Afrique de l'Ouest Francophone, portée par la Côte d'Ivoire et le Sénégal, demeure à l'avant-garde de cet engouement croissant des investisseurs, les pays francophones d'Afrique de l'Est et d'Afrique Centrale – tels que la République Démocratique du Congo, le Rwanda, et le Cameroun – s'affirment également comme des marchés émergents de premier plan. Ce rapport explore les tendances qui redéfinissent le panorama du capital-

investissement dans la région, qu'il s'agisse de la hausse du volume des opérations et des montants investis observée ces dernières années, de l'impact transformateur de la digitalisation, ou encore des avancées en matière de parité au sein des entreprises accompagnées par le capital-innovation. L'Afrique Francophone illustre ainsi une dynamique de transformation rapide, révélant des progrès remarquables réalisés au cours de la dernière décennie et des leviers d'actions pour concrétiser son potentiel.

Dans les années à venir, le capital-innovation devrait demeurer un moteur central de la croissance dans la région. Des villes comme Dakar et Abidjan se positionnent en tant que pôles technologiques, attirant un nombre croissant de startups d'envergure internationale. La jeunesse technophile de la région, combinée à des politiques publiques incitatives et à l'amélioration des infrastructures numériques, crée un terreau favorable à l'émergence d'entreprises technologiques compétitives à l'échelle mondiale. En outre, les investissements en dette privée prennent une place croissante dans l'écosystème, représentant environ un cinquième des opérations et des montants investis en capital-investissement au cours des deux dernières années et demie. Cette expansion progressive des investissements devrait s'accompagner d'une diversification croissante, avec l'émergence de fonds généralistes mais aussi de fonds spécialisés dans le long-terme, adaptés aux spécificités des marchés locaux.

Le potentiel de l'Afrique Francophone en fait une région promise à une croissance exponentielle prochaine. Nous vous invitons à explorer les conclusions de ce rapport, qui, nous l'espérons, inspirera de nouvelles stratégies, encouragera les investissements à fort impact et favorisera une croissance durable dans toute l'Afrique francophone.



**Nadia Kouassi Coulibaly**

Directrice – Études & Recherche  
The African Private Capital Association

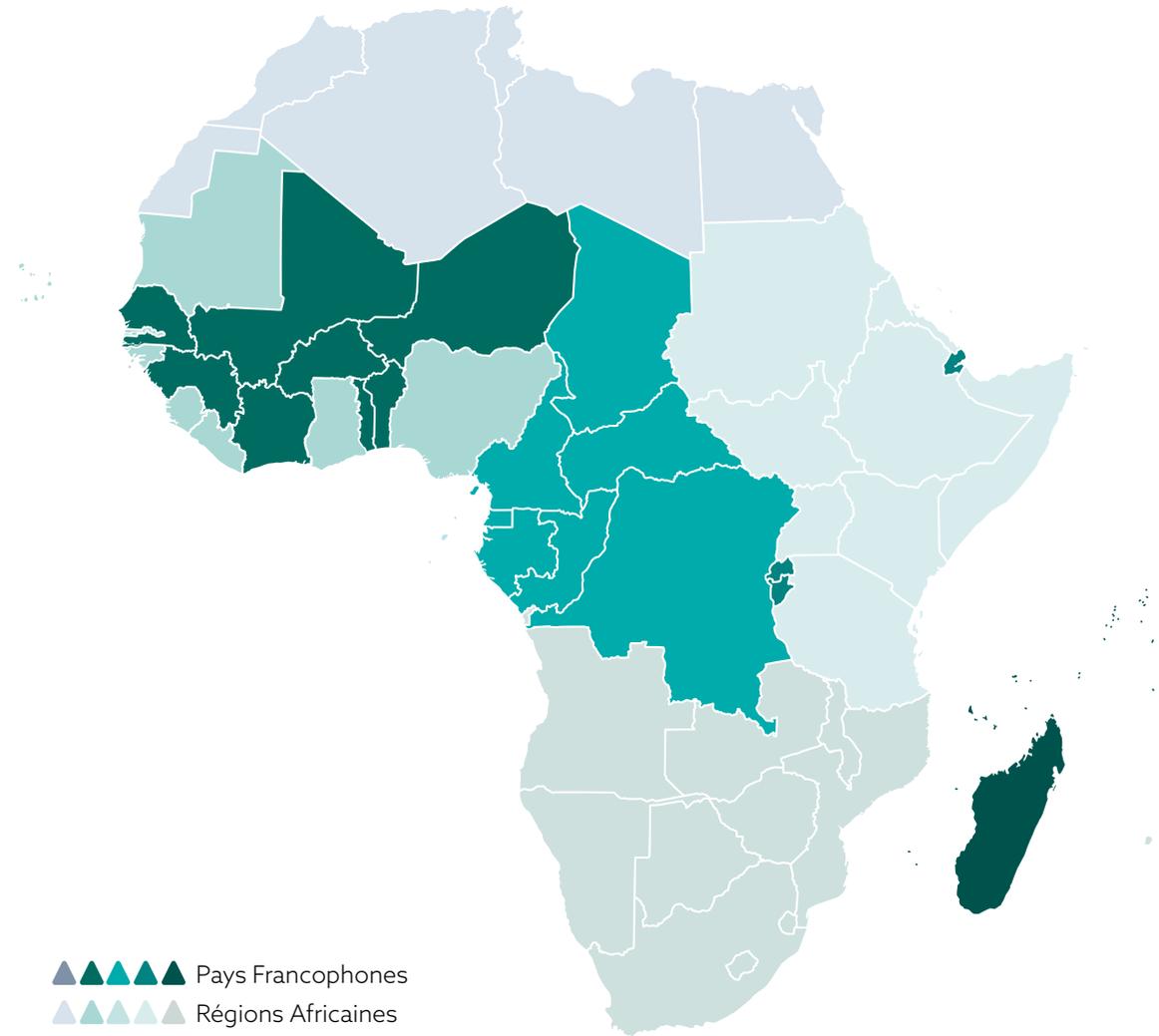


# Aperçu Macroéconomique de L'Afrique Francophone

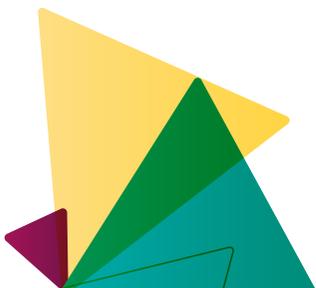
## 1.1 L'Afrique Francophone en Bref

L'Afrique Francophone compte environ 380 millions d'habitants<sup>1</sup> et comprend 21 pays<sup>2</sup> d'Afrique subsaharienne, géographiquement variés et dont les autorités nationales ont officiellement reconnu le français comme langue officielle<sup>3</sup>. L'environnement économique de l'Afrique Francophone est structuré autour de deux unions économiques et monétaires fondées sur des bases historiques, politiques et économiques : l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)<sup>4</sup> et la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)<sup>5</sup>. Depuis leur création, ces unions ont joué un rôle clé dans la collaboration et l'intégration économique régionale entre les États membres. En particulier, la monnaie commune de ces unions, le franc CFA indexé à l'euro, a été cruciale pour maintenir des taux d'inflation bas et assurer la stabilité monétaire au sein des États membres de l'UEMOA et de la CEMAC.

Figure 1 : Répartition Géographique de l'Afrique Francophone



Source : AVCA





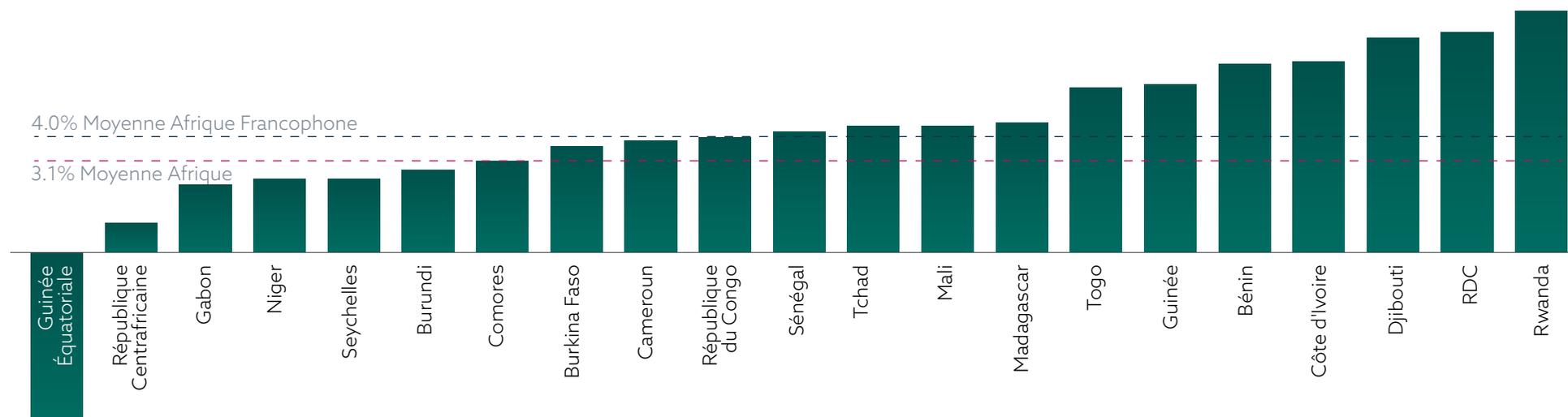
## 1.2 Reflection Sur le Passé : Tendances des Performances Macroéconomiques

Ces dernières années, l'Afrique Francophone est devenue un pôle économique dynamique, qui stimule la croissance à l'échelle continentale. Selon la Banque Africaine de Développement, 7 des 15 économies africaines les plus performantes entre 2021 et 2023 sont des pays Francophones<sup>6</sup>, notamment le Bénin, la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, Djibouti, la Guinée, le Rwanda et le Togo. En 2023, l'Afrique Francophone a enregistré un taux de croissance du PIB 1,3 fois supérieur à la moyenne continentale de 3,1%<sup>7</sup>. Par ailleurs, plus de deux tiers des pays Francophones ont dépassé le taux de croissance moyen du PIB africain<sup>8</sup>, soulignant le potentiel de la région en matière de croissance et de développement économiques durables.

L'essor de l'Afrique Francophone en tant que pôle économique sur le continent a été soutenu par la diversité économique de la région. Historiquement, le secteur agricole a été le principal moteur de l'activité

économique dans la majorité des pays d'Afrique Francophone, en particulier dans les grandes économies de la région, - la Côte d'Ivoire et le Sénégal - ainsi que dans des pays tels que la République Centrafricaine et le Burundi. Cependant, au cours des deux dernières décennies, le secteur agricole a été progressivement supplanté par le secteur des services notamment en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Cameroun, au Rwanda et aux Comores<sup>9</sup>. Cette évolution a favorisé la création d'emplois dans les secteurs du tourisme, des transports et des services financiers dans ces pays et a également créé de nouvelles opportunités d'investissement. Le Rwanda s'est en l'occurrence positionné comme une destination touristique de premier plan en Afrique de l'Est avec la campagne « *Visit Rwanda* »<sup>10</sup>. En revanche, la plupart des pays Francophones d'Afrique Centrale restent tributaires de la production et de l'exportation de pétrole et de gaz, qui représentent près de la moitié (46%) de leurs revenus totaux<sup>11</sup>.

Figure 2 : Taux de Croissance Moyen du PIB en Afrique Francophone, par Pays, 2023



Source : AVCA, Banque Africaine de Développement

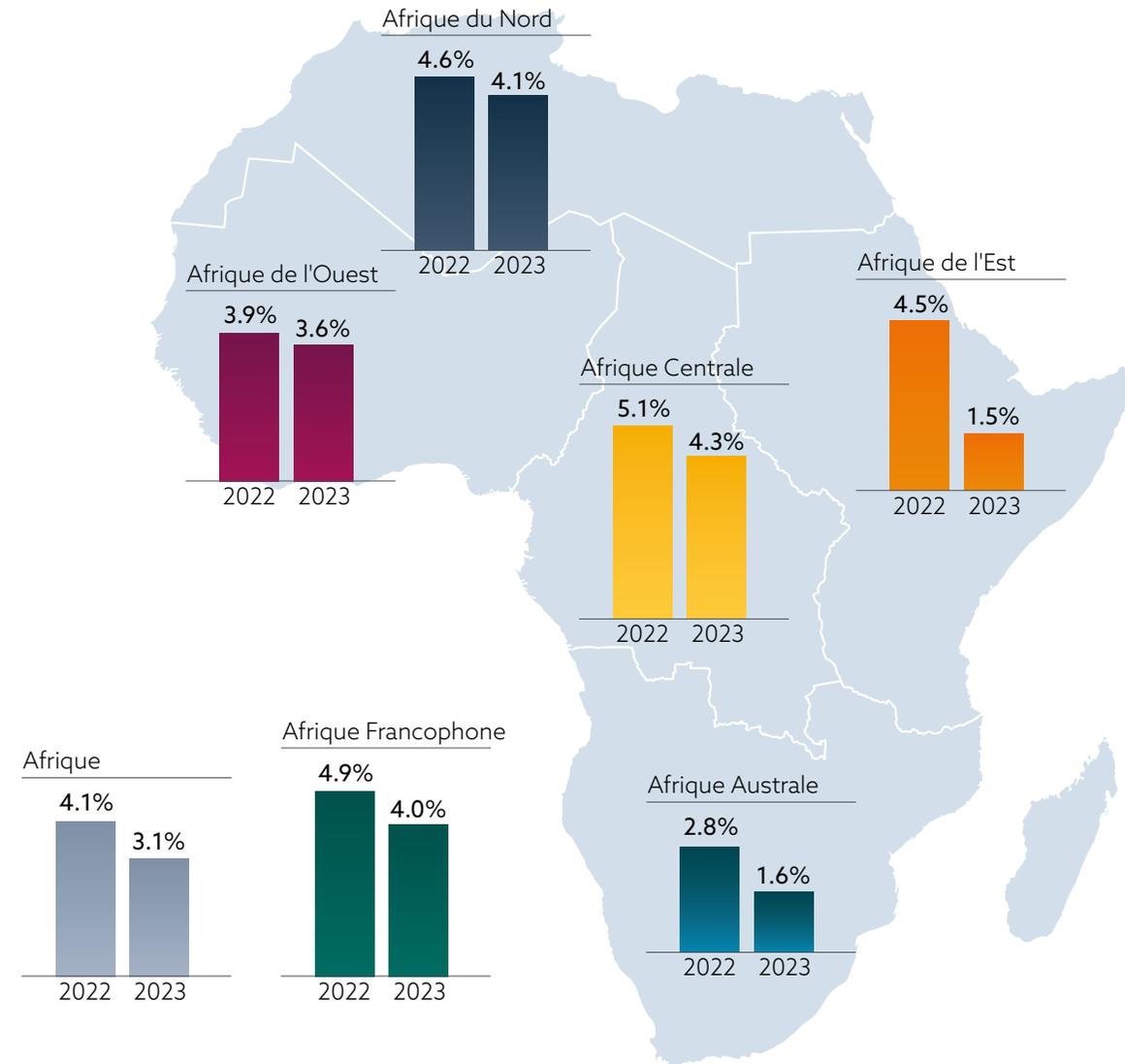


Toutefois, sous l'effet de facteurs incitatifs et dissuasifs tant au niveau des intégrations régionales qu'au niveau national, la croissance du PIB en Afrique Francophone a ralenti, passant de 4,9% en 2022 à 4,0% en 2023<sup>12</sup>. Bien que le secteur des services ait tiré les performances économiques de la zone UEMOA, qui a maintenu un taux de croissance de 5,3% en 2023<sup>13</sup>, la croissance du PIB dans la zone CEMAC est tombée à 1,7%, contre 3,1% en 2022, en raison de la chute des prix du pétrole et de l'instabilité politique<sup>14</sup>. Malgré cette baisse, la performance économique de l'Afrique Francophone reste supérieure à celle des régions de l'Afrique de l'Est, australe et de l'Ouest.

En 2023, la performance de l'Afrique Francophone a été largement soutenue par un rebond dans le secteur agricole en Côte d'Ivoire et au Sénégal, en plus de la solide performance de leurs secteurs des services respectifs. En outre, une augmentation de la consommation privée et de l'investissement public aux Comores<sup>15</sup>, ainsi que l'intensification des activités portuaires et commerciales à Djibouti avec l'Éthiopie voisine<sup>16</sup>, ont contribué à la croissance de la région.

Une analyse approfondie des tendances révèle toutefois des divergences au niveau national. Si des pays comme le Burkina Faso, le Bénin, les Comores, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et la Guinée ont connu une croissance soutenue, d'autres pays Francophones ont été touchés par des difficultés économiques qui ont freiné leur croissance. Les Seychelles ont enregistré la plus forte baisse de taux de croissance du PIB, passant de 15% en 2022 à seulement 2,5% en 2023. Bien qu'un rebond dans le secteur du tourisme ait soutenu l'activité économique aux Seychelles, 2023 a été marquée par un déclin dans les secteurs de la production, de la construction et de l'immobilier, exerçant une pression à la baisse sur la croissance économique du pays<sup>17</sup>.

Figure 3 : Performance Économique Régionale en Afrique, par Taux de Croissance du PIB, 2022 - 2023



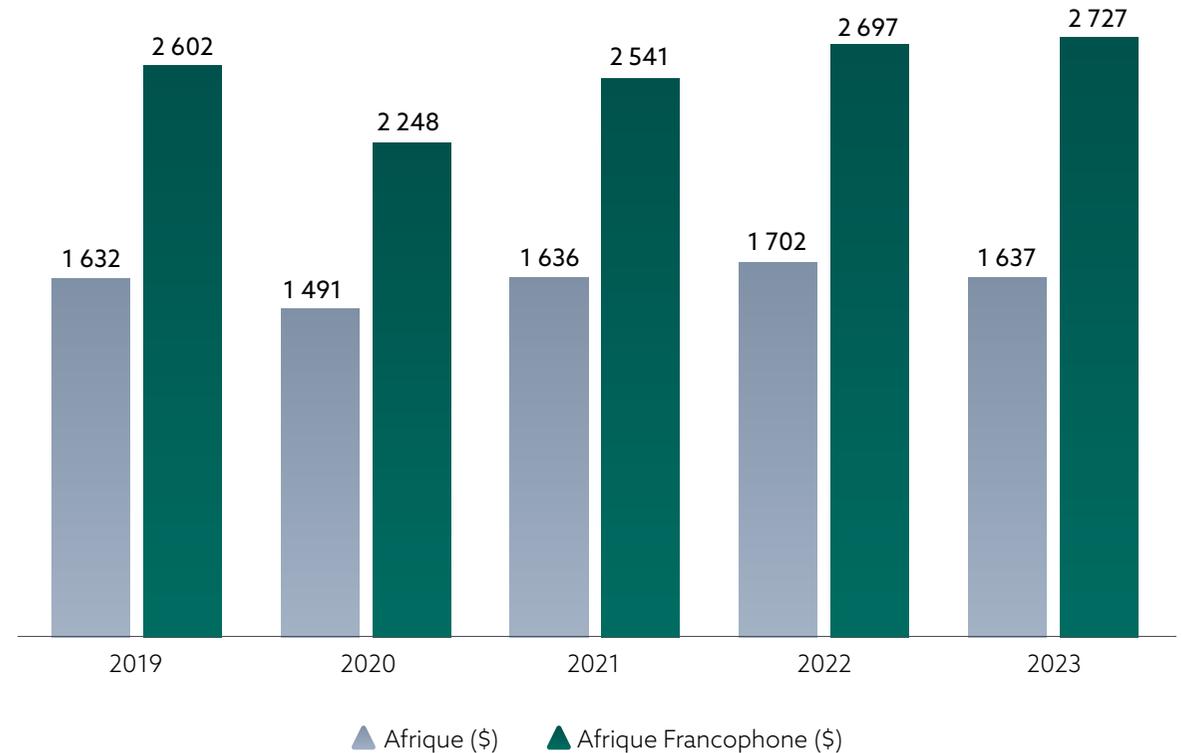
Source : AVCA, Banque Africaine de Développement



En Guinée Équatoriale, la baisse de la production pétrolière et la faible demande mondiale de pétrole et de gaz ont plongé le pays dans la récession<sup>18</sup>, tandis qu'au Gabon, la production de bois a été affectée par une faible demande, des coûts de production élevés et une insécurité accrue entraînant des répercussions négatives sur l'économie du pays.

Rapportée au PIB par habitant, l'Afrique Francophone se distingue à nouveau comme une région bénéficiant d'un développement économique stable et d'un potentiel d'investissement. Au cours des cinq dernières années, l'Afrique Francophone a systématiquement maintenu un PIB moyen par habitant supérieur à la moyenne africaine. Malgré une légère baisse en 2020, le PIB par habitant dans la région a connu une croissance régulière, atteignant 2 727 USD en 2023, son niveau le plus élevé en cinq ans. La solide performance de l'Afrique Francophone postpandémie, caractérisée par une croissance continue, une augmentation des revenus moyens et une amélioration de la productivité, a consolidé sa position en tant que destination d'investissement africaine de plus en plus attractive.

Figure 4 : PIB Moyen par Habitant en Afrique Francophone vs Afrique, 2019 – 2023



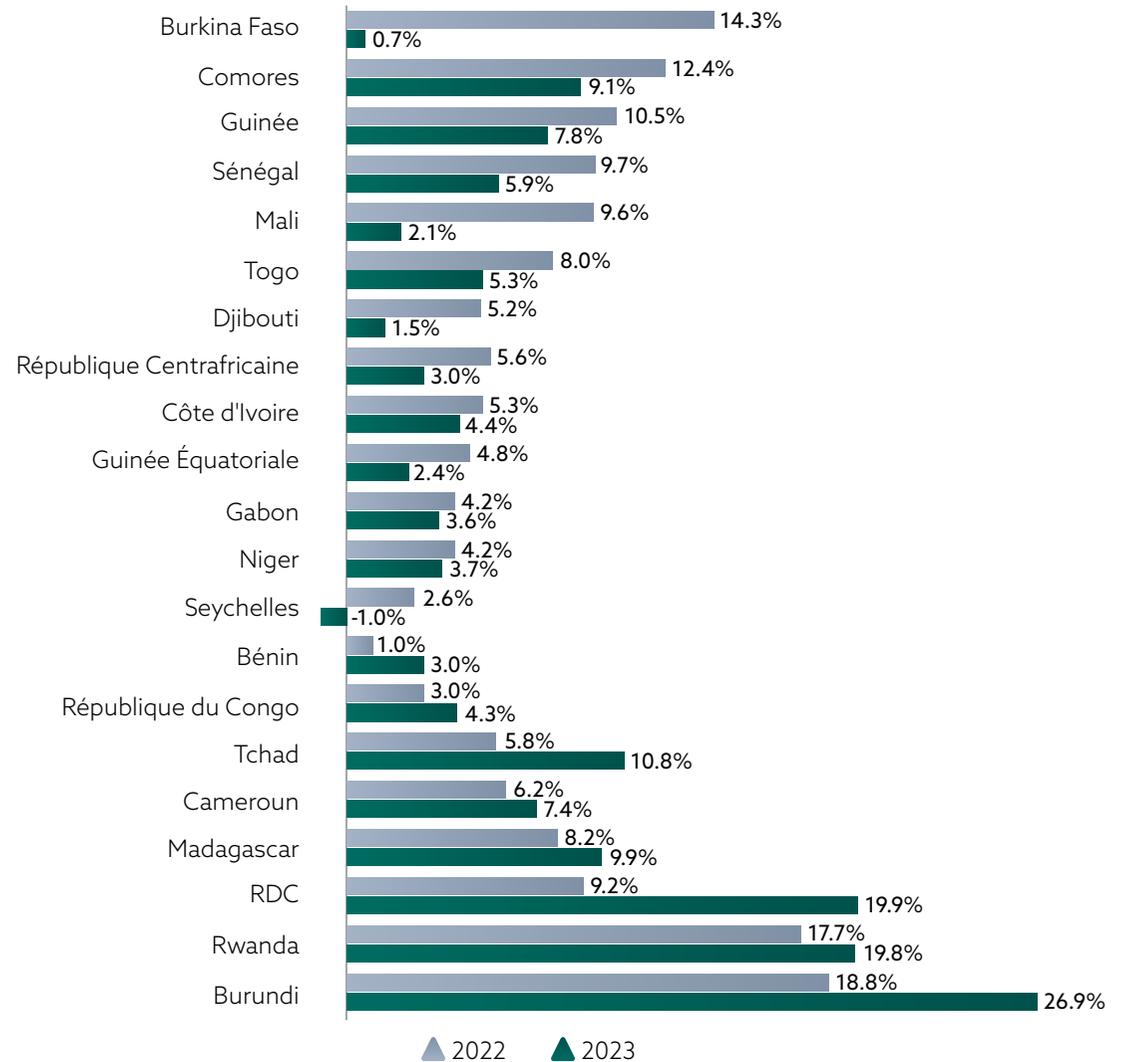
Source : AVCA, Banque Mondiale



## Politique Monétaire en Afrique Francophone

Ces dernières années, les banques centrales des pays d'Afrique Francophone ont maintenu des politiques monétaires strictes pour contenir une inflation élevée. Malgré ces mesures, la stabilisation de l'inflation a varié, notamment dans les zones UEMOA et CEMAC qui ont historiquement bénéficié d'un environnement macroéconomique relativement stable avec des niveaux d'inflation faibles par rapport à d'autres pays africains<sup>19</sup>. Dans la zone UEMOA, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a relevé à trois reprises le taux directeur entre 2022 et 2023 afin de freiner une inflation qui avait atteint un pic de 7% en 2022<sup>20</sup>. A la fin de l'année 2023, le taux d'inflation dans la région s'est maintenu à 3,5%, dépassant le seuil de 3% fixé par la BCEAO. Ce dépassement est essentiellement dû à l'instabilité politique observée dans la zone UEMOA, qui a considérablement affecté l'activité économique<sup>21</sup>. Dans la région CEMAC, l'inflation reste élevée à 5,6% malgré l'augmentation du taux directeur de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) de 175 points entre 2021 et 2023<sup>22</sup>. Cette situation a pesé sur l'activité économique de la région qui est aux prises des effets de la baisse des prix du pétrole, de la faible production pétrolière, de l'augmentation des dépenses publiques et d'un déficit budgétaire élevé<sup>23</sup>.

Figure 5 : Taux d'inflation annuel en Afrique Francophone, par Pays, 2022 - 2023



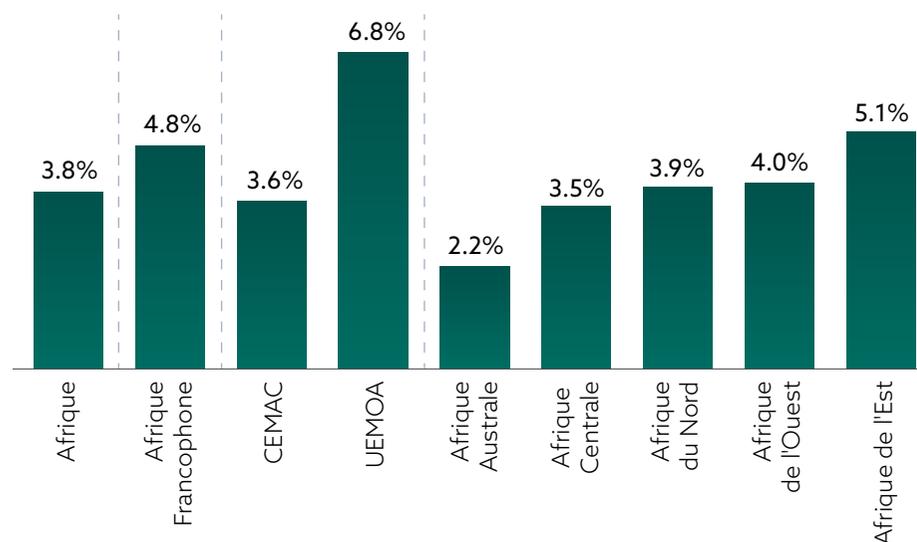
Source : AVCA, Banque Africaine de Développement



### 1.3 Perspectives Futures : Performances Macroéconomiques Prospectives

Malgré des divergences sociopolitiques et économiques intra-pays qui ont impacté la performance globale de l'Afrique Francophone, les perspectives économiques de la région s'annoncent prometteuses. L'Afrique Francophone devrait enregistrer un regain significatif de croissance en 2024, avec un taux prévisionnel de 4,8%, supérieur à la moyenne continentale de 3,8%<sup>24</sup>, témoignant de la résilience et du potentiel économique de la région. Cette performance placera l'Afrique Francophone devant la plupart des autres régions du continent, à l'exception de l'Afrique de l'Est, dont la croissance est prévue à 5,1%. Au sein des deux unions économiques, la croissance dans la zone UEMOA devrait être robuste à 6,8%<sup>25</sup>, tandis que la zone CEMAC devrait voir sa croissance quasiment doubler pour atteindre 3,6% en 2024, alimentée par la stabilisation de la production et des prix du pétrole<sup>26</sup>.

Figure 6 : Performances et perspectives de croissance par région et zone économique, 2024 - 2025



Source : AVCA, Banque Africaine de Développement, Fonds Monétaire International

L'analyse par pays montrent des prévisions de croissance davantage plus marquantes. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), 7 des 11 pays africains qui devraient connaître une forte performance économique en 2024 se trouvent en Afrique Francophone<sup>27</sup>, à savoir le Niger (11,2%), le Sénégal (8,2%), le Rwanda (7,2%), la Côte d'Ivoire (6,8%), le Bénin (6,4%), Djibouti (6,2%) et le Togo (6%)<sup>28</sup>. Au Sénégal et au Niger, l'industrie des hydrocarbures devrait stimuler la croissance, soutenue par d'importants investissements dans la production et le transport de pétrole brut<sup>29</sup>. En 2024, le Sénégal a réalisé une avancée majeure avec le lancement de son premier projet de production de pétrole offshore, qui devrait générer des revenus à l'exportation<sup>30</sup>. Au Niger, la construction de l'oléoduc Niger-Bénin devrait faciliter le transport et l'exportation de pétrole brut, augmentant ainsi la production de pétrole et de gaz du pays.

Le Rwanda a quant à lui démarré en force, avec un taux de croissance de 9,8% au premier semestre 2024, soutenu par la consommation des ménages dans les secteurs des services et de l'industrie<sup>31</sup>. En Côte d'Ivoire, la croissance de 2024 sera soutenue par une augmentation de la consommation privée et des dépenses publiques en infrastructures<sup>32</sup>, dans le cadre du *Plan National de Développement 2021-2025* visant à transformer la Côte d'Ivoire en un pays à revenu intermédiaire (tranche supérieur) à horizon 2030<sup>33</sup>. Dans les autres pays, la croissance sera stimulée par une augmentation de la production agricole, des prix des matières premières avantageux et un secteur des services dynamique.

Malgré les fluctuations des performances macroéconomiques des pays d'Afrique Francophone, la résilience économique de la région a créé un climat favorable à l'essor du capital-investissement. Tout en restant optimiste quant à la réalisation des taux de croissance projetés pour 2024, cette performance pourrait être tout de même impactée par une inflation qui demeure élevée dans certains pays. Néanmoins, les opportunités naissantes en Afrique Francophone ouvrent la voie à une croissance et une transformation économique dans les années à venir.



# L'Afrique Francophone en Bref : Quelques Chiffres Clés

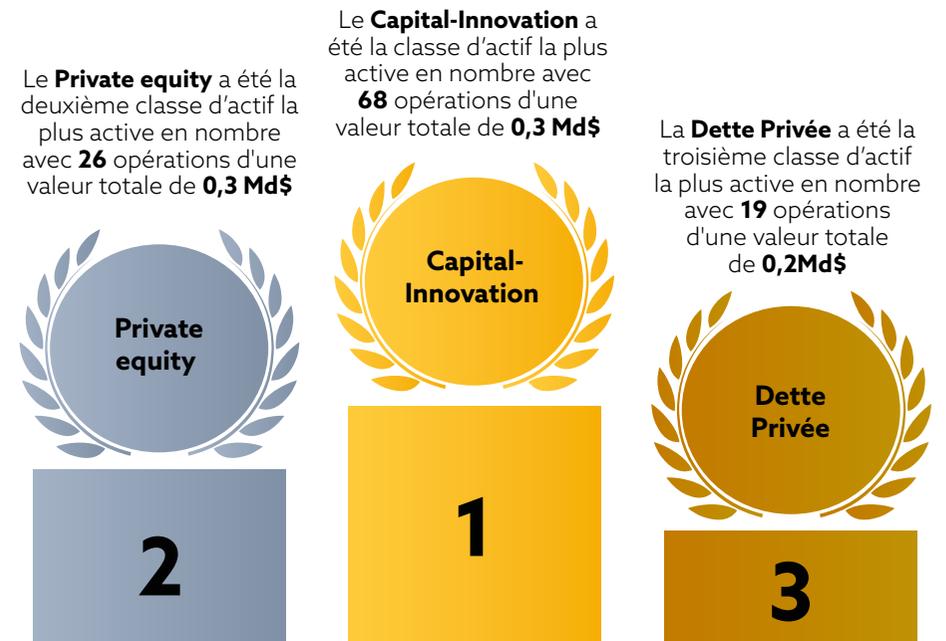
## 2.1 Activité du Capital-Investissement en Afrique Francophone, 2022 - S1 2024

La Région en Afrique **0,9 Md\$** ont été investis dans 117 opérations entre 2022 et le S1 2024

### Top 3 des pays d'Afrique Francophone par nombre d'opérations de capital-investissement, 2022 - S1 2024



### Top 3 des classes d'actifs en Afrique Francophone par nombre d'opérations de capital-investissement, 2022 - S1 2024





### Top 3 des secteurs en Afrique Francophone par nombre d'opérations de capital-investissement, 2022 - S1 2024



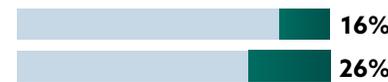
### Focus Technologie dans L'activité Du Capital-Investissement En Afrique Francophone, 2022 - S1 2024

# 62 opérations

Les **entreprises technologiques et à vocation technologique** en Afrique Francophone ont reçu **0,4 Md\$** de montants investis en capital-investissement répartis sur **62 opérations**, soit **53%** du nombre total d'opérations dans la région.

## 2.2 Parité dans le Capital-Innovation en Afrique Francophone, 2022 - S1 2024

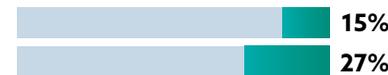
**Afrique Francophone** : 16% des entreprises accompagnées par le capital-innovation en Afrique Francophone étaient des startups dirigées par des femmes et 26% étaient des startups cofondées par des femmes.



**Afrique Francophone** : 84% des entreprises accompagnées par le capital-innovation en Afrique Francophone étaient des startups dirigées par des hommes et 74% étaient des startups fondées par des hommes.



**Afrique** : 15 % entreprises accompagnées par le capital-innovation en Afrique étaient des startups dirigées par des femmes et 27 % étaient des startups cofondées par des femmes



**Afrique** : 85 % des entreprises accompagnées par le capital-innovation en Afrique étaient dans des startups dirigées par des hommes et 73 % étaient dans des startups fondées par des hommes.



### Nombre des Cessions en Capital-Investissement en Afrique francophone, 2022 - S1 2024

# 19 entreprises

ont été désinvestis en Afrique Francophone, représentant 13% du nombre total de cessions en Afrique.

Les cessions aux industriels ont été la voie de sortie la plus répandue en Afrique Francophone, avec **10 cessions** enregistrées.



## 2.3 ACTIVITÉ DES ENTREPRISES ACCOMPAGNEES PAR LE CAPITAL-INVESTISSEMENT EN AFRIQUE FRANCOPHONE

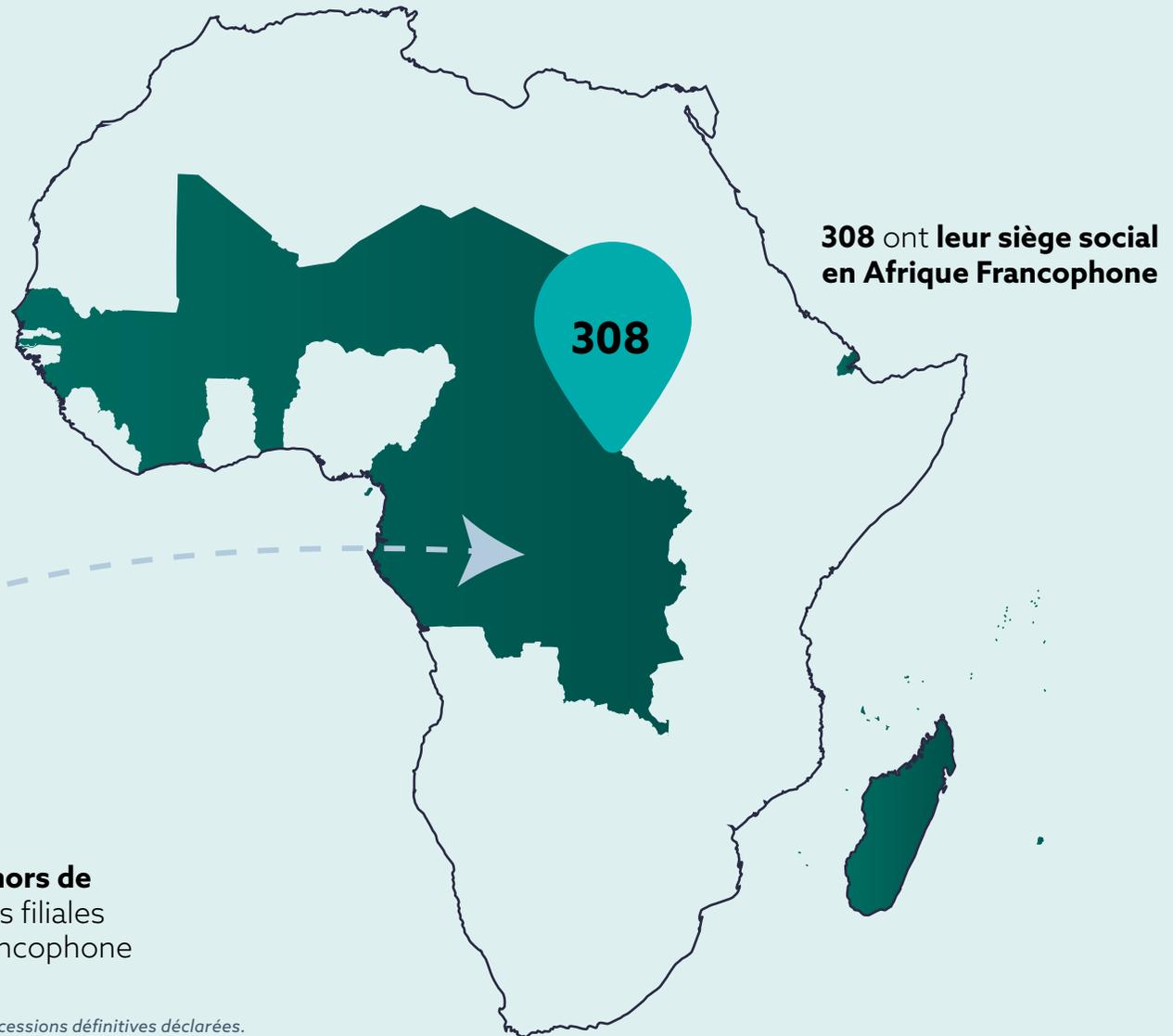
### Répartition Géographique des Entreprises Accompagnées par le Capital-Investissement en Afrique Francophone à fin 2023

**320**

entreprises en portefeuille accompagnées par le capital-Investissement en Afrique Francophone

**12**

**12** entreprises ont **leur siège social hors de l'Afrique Francophone** mais avec leurs filiales localisées exclusivement en Afrique Francophone



**308** ont leur siège social en Afrique Francophone

**308**

\* A fin 2023, et sur la base des informations disponibles sur les cessions définitives déclarées.

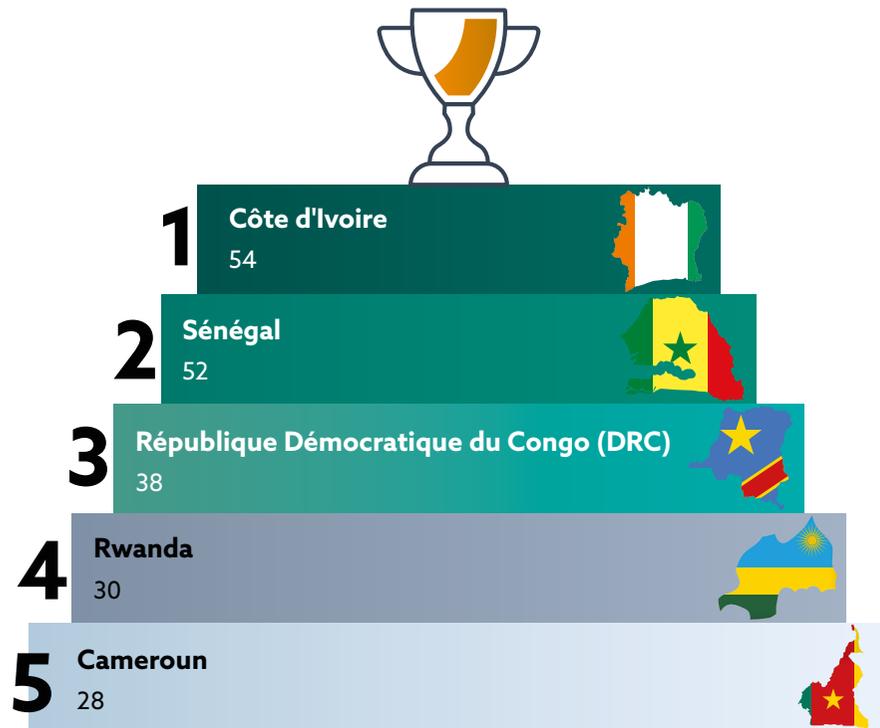
\*\* Entreprises en portefeuille dont le siège est en Afrique Francophone et dont le siège est hors d'Afrique, avec des bureaux exclusivement en Afrique Francophone.



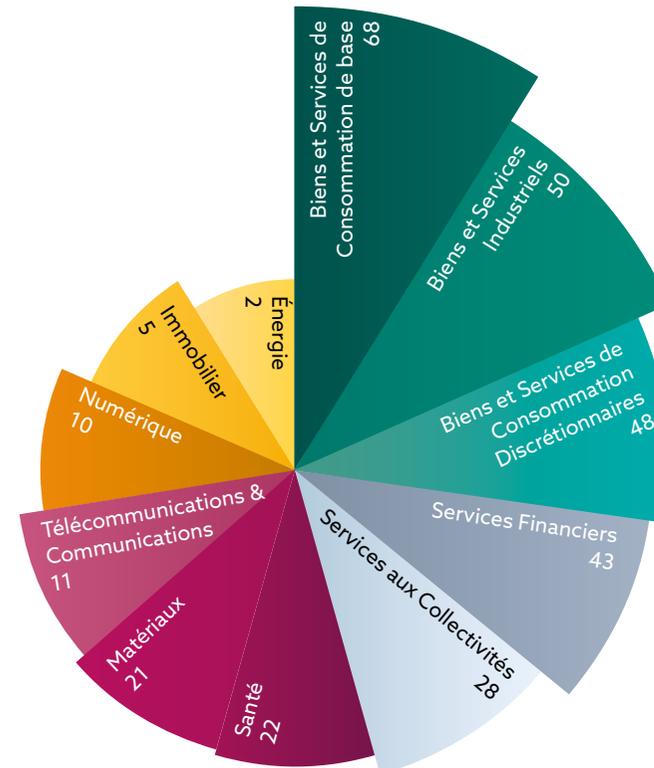
### Répartition des Entreprises Accompagnées par le Capital-Investissement en Afrique Francophone, par classe d'actif à fin 2023



### Top 5 des Pays d'Afrique Francophone par Nombre d'Entreprises Accompagnées par le Capital-Investissement, à fin 2023



### Répartition des Entreprises Accompagnées par le Capital-Investissement en Afrique Francophone, par Secteur, à fin 2023





# 3. Évolution de L'Écosystème du Capital-Investissement en Afrique Francophone

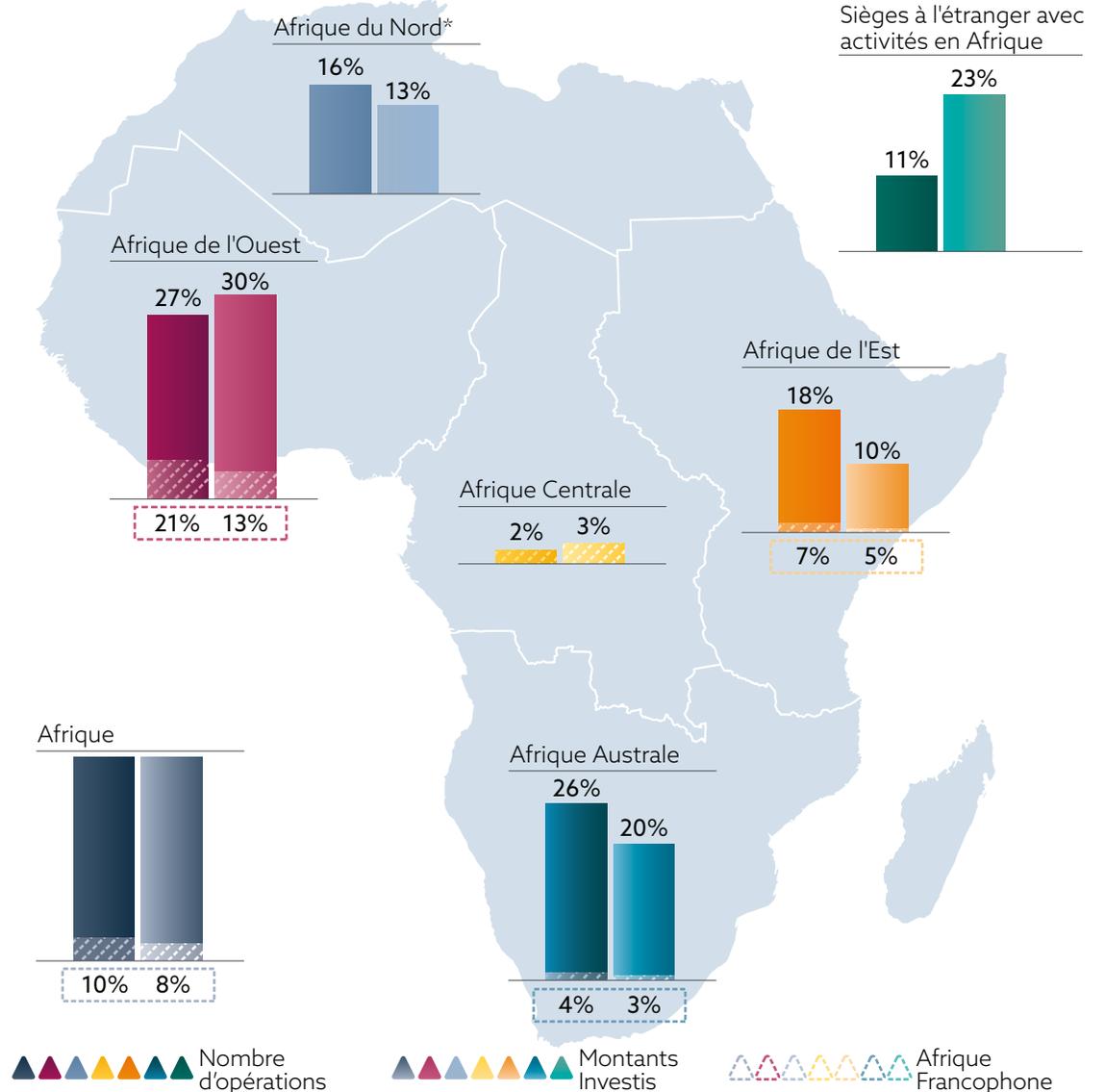
Après plusieurs années de croissance modeste, le paysage du capital-investissement en Afrique Francophone est en pleine transformation structurelle, offrant à la région une place de plus en plus attractive dans l'écosystème de l'investissement en Afrique. Au cours de la dernière décennie, cette région a été marquée par une diversification de ses classes d'actifs, de ses secteurs et de ses territoires clés, sous l'impulsion du virage technologique et de l'innovation. Cette dynamique a permis à l'Afrique Francophone de combler progressivement l'écart avec les autres marchés africains et de s'imposer comme un acteur dynamique dans l'écosystème du capital-investissement sur le continent.

## 3.1 Activité Du Capital-Investissement En Afrique Francophone

L'analyse du capital-investissement par région montre que l'Afrique francophone a représenté 10% des opérations et 8% des montants totaux investis entre 2012 et S1 2024, plaçant la région presque au dernier rang au côté de l'Afrique centrale. Cependant, et contrairement à d'autres régions, les pays de l'Afrique francophone sont linguistiquement connectés mais géographiquement dispersés, couvrant l'intégralité de l'Afrique sub-saharienne. Cette unité linguistique au sein d'une diversité géographique crée un paysage unique d'investissement avec des opportunités variées dans tous les secteurs et les marchés. Alors que sa contribution au capital-investissement Africain peut sembler modeste, la diversité de la région constitue en

\*Bien que le français soit largement parlé au Maroc, en Tunisie et en Algérie, il ne constitue pas une langue officielle reconnue dans ces pays. Par conséquent, ces pays ne sont pas inclus dans notre méthodologie. Toutefois, elles seront abordées dans un prochain rapport régional sur l'Afrique du Nord. En attendant, un encadré en annexe présente les chiffres clés de l'activité dans ces pays.

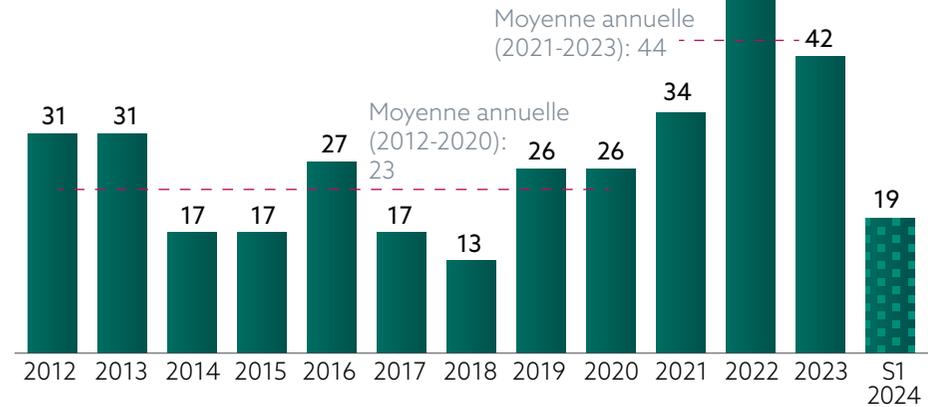
Figure 1 : Répartition Régionale des Opérations de Capital-Investissement en Afrique Francophone en Nombre et en Montants investis, 2012 - S1 2024



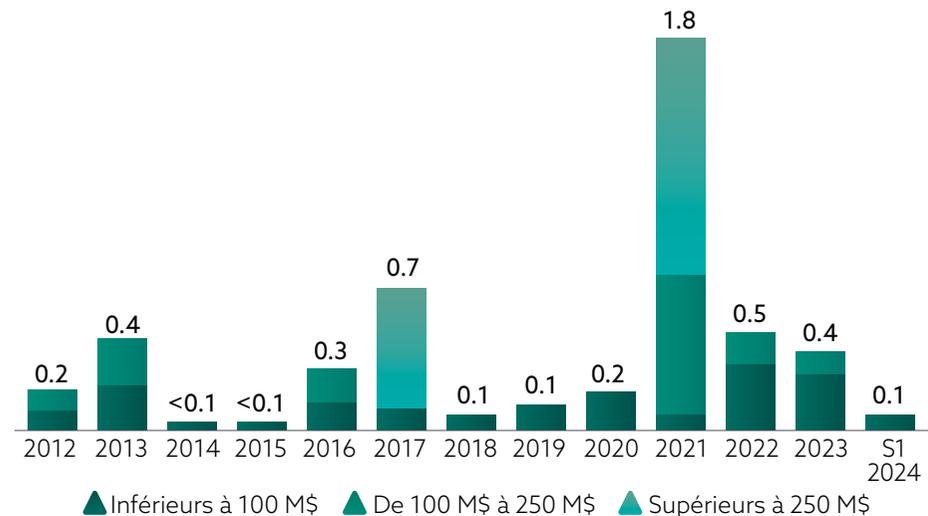
Source : AVCA



**Figure 2 : Évolution des Opérations de Capital-Investissement en Afrique Francophone en nombre, 2012 - S1 2024**



**Figure 3 : Évolution des Opérations de Capital-Investissement en Afrique Francophone en Montant, Md\$, 2012 - S1 2024**



Source : AVCA

réalité sa force. Les investisseurs sont de plus en plus attirés par l'éventail d'opportunités offertes - mais inexploitées - par cette mosaïque de pays francophones.

## De la Stabilité à la Croissance : La Transformation du Capital-Investissement en Afrique Francophone

Au cours des treize dernières années, les entreprises dont le siège social se trouve en Afrique Francophone ont attiré 4,8 Md\$ répartis sur 356 opérations. Après une période d'activité relativement stable mais fluctuante de 2012 à 2020, les investisseurs ont manifesté un regain d'intérêt pour la région en 2021, se manifestant par l'augmentation significative du nombre moyen d'opérations annuelles, qui a presque doublé, passant de 23 opérations par an (2012-2020) à 44 opérations par an (2021 à 2023). La Côte d'Ivoire, le Sénégal et la République Démocratique du Congo (RDC) ont joué un rôle central, représentant collectivement 49% des opérations dans la région depuis 2012, servant ainsi de principaux moteurs à cette vague d'investissement.

L'année 2021 a également marqué un tournant en matière de montants investis en capital-investissement dans la région, représentant plus d'un tiers (39 %) des montants investis dans la région entre 2012 et le S1 2024, tirée notamment par cinq opérations de tickets supérieurs à 100 M\$ (dont deux dépassant les 250 M\$). Même en excluant cette année exceptionnelle, la valeur moyenne des transactions a augmenté, passant de 10,3 M\$ entre 2012 et 2020 à 13,2 M\$ entre 2021 et 2023.

Cette transformation du paysage du capital-investissement en Afrique Francophone a été le fait d'une combinaison de facteurs. Ces moteurs comprennent l'essor du capital-innovation, les avancées réglementaires, les investissements dans les infrastructures durables, la disruption technologique dans des secteurs clés, et plus généralement, un alignement avec les tendances d'investissement sur le continent.



## **Transformation du Capital-Investissement en Afrique Francophone : Essor du capital-innovation, soutenues par des changements réglementaires**

L'industrie du capital-investissement en Afrique Francophone est passé d'un marché traditionnel dominé par le private equity à un marché mené par le capital-innovation. Entre 2012 et 2020, le private equity représentait 83% des opérations dans la région, mais de 2021 au S1 2024, le capital-innovation a atteint 60% de l'activité. Bien que le capital-innovation ait connu une croissance régulière dans toute l'Afrique, son essor en Afrique Francophone a été particulièrement prononcé, avec une multiplication par huit des opérations entre 2012-2020 et 2021-S1 2024, contre un peu plus de deux fois sur l'ensemble du continent. Fait remarquable, ce segment était pratiquement absent en Afrique Francophone avant 2016, soulignant le virage rapide de la région vers des investissements innovants à forte croissance. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire ont été au cœur de cette transformation : l'adoption précoce d'une loi sur les startups au Sénégal a créé un environnement favorable aux entreprises en phase de démarrage, tandis que la création d'un fonds de capital-investissement public de plus de 100 M\$ en 2019 (le premier du genre sur le continent) a créé un environnement favorable pour les entreprises de taille moyenne<sup>34</sup>. Une vague de législation favorable a également créé des cadres réglementaires propices sur les marchés nationaux attirant l'intérêt des investisseurs, notamment avec la promulgation de Codes d'Investissement en Côte d'Ivoire (2018), au Rwanda (2021) et au Bénin (2022). La dynamique du capital-innovation devrait se poursuivre avec l'arrivée de nouveaux fonds, tels que le premier fonds de Joliba Capital (89 M€ levé lors du premier closing), le Fonds technologique de 78 M\$ de Janngo Capital dédié à la parité, et le fonds d'investissement à impact de Ring Africa ciblant 50 M€, dédiés au financement des startups de l'Afrique de l'Ouest Francophone.

## **Transformation du Capital-Investissement en Afrique Francophone : Diversification des investissements en Infrastructure Verte**

Les investissements en Infrastructure en Afrique Francophone se sont diversifiés au-delà des secteurs traditionnels, embrassant des approches durables dans la logistique et l'énergie, incluant notamment la promotion de la mobilité électrique au Sénégal et au Rwanda, ainsi qu'un engagement accru vis-à-vis des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques. Bien que l'énergie solaire demeure la principale source d'intérêt, l'éolien et l'hydroélectricité gagnent en popularité, en particulier sur les marchés d'Afrique de l'Est Francophone tels que Djibouti et le Rwanda. Ces évolutions reflètent un tournant vers la transition énergétique et écologique dans la région et illustrent la diversification des investissements en infrastructures en Afrique Francophone pour répondre aux futurs besoins en énergies renouvelables et en mobilités durables.

## **Transformation du Capital-Investissement en Afrique Francophone : Disruption Digitale dans les secteurs clés**

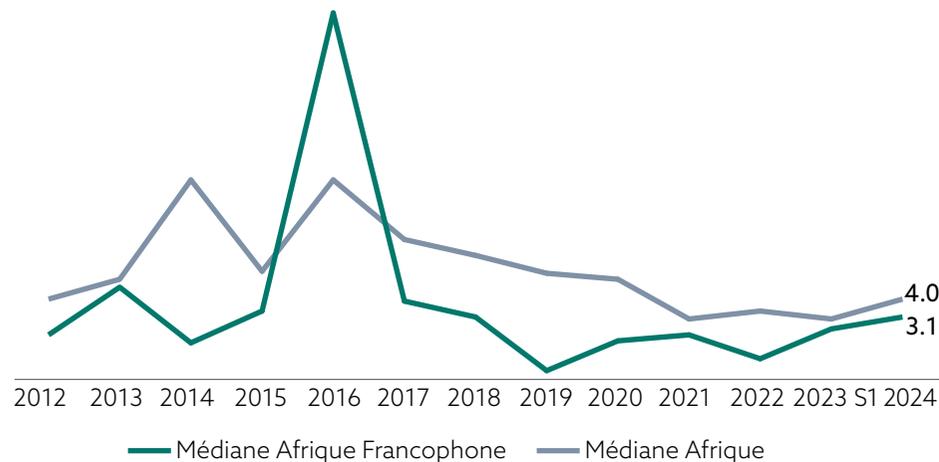
La digitalisation en Afrique Francophone a transformé les secteurs traditionnels, permettant l'émergence d'une industrie diversifiée et axée sur le numérique et le digital. Bien que l'adoption technologique ait commencé plus tard que dans d'autres régions d'Afrique, elle s'est accélérée dans la région ces dernières années, représentant désormais près de 60% des opérations depuis 2021. Cette vague digitale disrupte les principaux secteurs de la région : le secteur des services financiers est réorganisé autour de l'argent mobile et des paiements numériques, tandis que les solutions CleanTech contribuent à plus d'inclusivité dans les services aux collectivités grâce à des systèmes solaires abordables. Le secteur des biens et services de consommation discrétionnaire connaît également une croissance importante, tirée par des segments dynamiques tels que l'e-commerce et l'EdTech. Ces changements portés par la technologie ont attiré des opérations de grande taille, comme en témoigne *Wave* au Sénégal, qui est devenue la première licorne FinTech d'Afrique Francophone après avoir obtenu 200 M\$ d'investissement, et *Nuru* au Congo, qui a reçu 40 M\$ d'investissement libellé CleanTech. Ce dynamisme technologique souligne la capacité d'adaptation de l'Afrique Francophone et son attrait croissant en tant que destination de choix pour des investissements dans la Tech.



## Transformation du Capital-Investissement en Afrique Francophone : Convergence entre tendances continentale et régionale

L'industrie du capital-investissement en Afrique Francophone est en transition, passant d'un rôle périphérique à un rôle plus central dans l'écosystème africain. Bien qu'historiquement plus faibles, les montants médians des opérations de la région se sont rapprochés de celles du continent, l'écart se réduisant de 8,2 M\$ en 2014 (maximum observé) à seulement 0,9 M\$ au S1 2024. Les opérations de grande taille sont également devenues plus fréquentes, la région ayant enregistré 10 opérations dépassant 50 M\$ entre 2021 et 2023, contre seulement huit opérations de cette taille sur toute la période de 2012 à 2020. Bien que ces investissements importants ne soient pas encore réguliers, leur occurrence croissante reflète l'évolution de la dynamique de marché en Afrique Francophone et son potentiel à attirer des flux de capitaux plus importants. Ces avancées témoignent d'une région bien positionnée pour une croissance soutenue et un alignement renforcé avec l'écosystème plus large du capital-investissement africain.

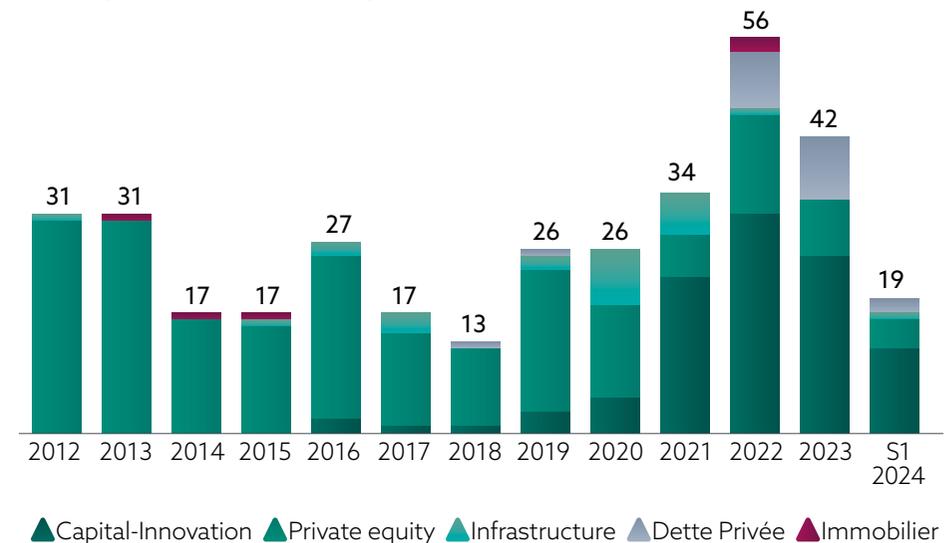
Figure 4 : Évolution des montants médians des opérations en Afrique Francophone vs Afrique, en M\$, 2012 - S1 2024



## 3.2 Activité Du Capital-Investissement En Afrique Francophone Par Classe D'actif

L'accélération de la digitalisation suscitée par la pandémie a transformé l'industrie du capital-investissement en Afrique Francophone, passant d'un marché traditionnellement dominé par le private equity à un marché où le capital-innovation prospère, et où apparaissent des opportunités croissantes en Infrastructure et en Dette Privée. Cette transition reflète la capacité d'adaptation de la région et l'éventail grandissant d'opportunités et de stratégies d'investissement qui y sont disponibles.

Figure 5 : Évolution des Opérations de Capital-Investissement en Afrique Francophone en Nombre et par Classe d'Actif, 2012 - S1 2024



Source : AVCA

Entre 2012 et 2020, le private equity représentait 83% du nombre total d'opérations et 51% des montants investis en Afrique Francophone. Les investissements dans cette classe d'actif étaient concentrés dans quatre secteurs principaux, à savoir les biens et services de consommation de base (26%), les biens et services de consommation discrétionnaire (17%), les services financiers (16%) et les biens et services industriels (15%). Parmi les exemples à souligner figurent l'opération de 2014 d'AfricInvest dans *I&M Bank Rwanda*, ainsi que l'investissement en capital-développement d'Amethis Finance dans *Afriwara*, un producteur et distributeur ivoirien de confiserie et de biscuits en 2017.



Cependant, ces dernières années, des changements significatifs ont eu lieu dans l'écosystème du capital-investissement en Afrique Francophone. La part du private equity dans le nombre total d'opérations et les montants investis dans la région a diminué respectivement de 75% et 63% entre 2012-2020 et 2021-S1 2024. Cette contraction drastique a reconfiguré le paysage, reléguant le private equity au second rang des classes d'actifs les plus importantes après le capital-innovation et la dette privée. Le capital-innovation, lui, s'est hissé au premier plan, atteignant 60% du nombre total d'opérations entre 2021 et le S1 2024. Ce résultat est porté par une augmentation spectaculaire du rythme des opérations de capital-

innovation, qui a été multiplié par huit sur la période 2021-S1 2024 par rapport aux huit années précédentes, de 2012 à 2020. Ce taux de croissance dépasse largement la tendance continentale, où les opérations de capital-innovation ont été multipliées par un peu plus de deux fois, soulignant toutefois l'expansion rapide des écosystèmes d'innovation et de technologie qui continuent d'attirer l'intérêt des investisseurs sur le continent et dans la région. Depuis 2021, près de 60% des opérations de capital-innovation en Afrique Francophone se sont concentrées au Sénégal, au Rwanda et en Côte d'Ivoire, pays qui ont activement soutenu l'essor du capital-innovation avec des cadres réglementaires adaptés.

## Une sélection de dispositifs légaux et réglementaires

Au Sénégal, le gouvernement a soutenu l'innovation par la création du Fonds de Délégation à l'Entrepreneuriat Rapide (DER) en 2017 et pionnier dans la mise en œuvre d'une loi sur les startups en 2019 (deuxième pays africain à le faire après la Tunisie), offrant des incitations fiscales aux PME, particulièrement dans les secteurs technologiques.



### Sénégal

#### Loi sur les Startups du Sénégal, 2019

En 2019, le Sénégal a promulgué une loi sur les startups, devenant ainsi le deuxième pays d'Afrique, après la Tunisie, à adopter un cadre juridique pour les startups. Avant cela, le gouvernement avait déjà soutenu l'innovation et l'entrepreneuriat à travers le Fonds de la Délégation à l'Entrepreneuriat Rapide (DER) créé en 2017, un fonds de 50 M\$ destiné à financer l'incubation, à investir en capitaux propres, et à offrir des prêts à taux réduit pour les startups. La loi sur les startups a renforcé la croissance de l'écosystème embryonnaire du capital-innovation au Sénégal en proposant aux startups éligibles des financements, des formations spécialisées, du mentorat pour les fondateurs, un soutien financier pour leurs immatriculations et une exonération fiscale de trois ans. Cette loi inclut également une réglementation locale qui exige qu'au moins un tiers de la propriété de la startup soit détenu par des citoyens sénégalais, des résidents ou des entités sénégalaises, qu'ils soient au Sénégal ou à l'étranger. Depuis le lancement de la DER et la promulgation de la loi sur les startups, l'écosystème entrepreneurial sénégalais s'est considérablement développé, positionnant Dakar comme un hub de capital-innovation en Afrique de l'Ouest. La DER a d'ailleurs joué un rôle

clé en offrant des financements d'amorçage à des startups prometteuses, leur permettant de réussir des levées de fonds successives.

#### Réglementation du Code des Investissements du Sénégal (2024)

En 2024, le Sénégal a introduit de nouvelles dispositions dans son Code des Investissements de 2001, offrant plusieurs incitations aux projets d'investissement, dont :

- L'exonération des droits de douane sur les équipements et matériels importés pour la phase d'investissement des projets,
- La suspension de la TVA sur les biens, services et travaux nécessaires à la réalisation de cette phase d'investissement,
- Un crédit d'impôt sur les sociétés couvrant une partie des investissements réalisés dans ces projets.

Ces mesures devraient considérablement dynamiser le secteur des infrastructures au Sénégal dans les années à venir.



De même, la Côte d'Ivoire s'apprête à introduire sa loi sur les startups ivoiriennes, avant laquelle sa Loi de Finances 2019 avait introduit plusieurs exonérations fiscales, ciblant spécifiquement les entreprises technologiques.



## Côte d'Ivoire

### Code des Investissements de 2018, Ordonnance N° 646

En 2018, la Côte d'Ivoire a promulgué un Code des Investissements encourageant les investissements socialement responsables dans l'économie verte et le renforcement des capacités locales. Ce code offre aux investisseurs nationaux et étrangers des exonérations de droits de douane et la suspension de la TVA sur certains équipements, biens et services, applicables dans des secteurs spécifiques, classés prioritaires ou non prioritaires. Les entreprises bénéficient également d'exonérations de l'Impôt sur les Sociétés, de la Taxe Foncière et de cotisations patronales pour cinq ans, en fonction de la zone et de la taille de l'investissement. En outre, le Code propose des crédits d'impôt de 10% des bénéfices imposables aux entreprises de recyclage et des crédits d'impôt pour les entreprises étrangères qui embauchent et forment des talents locaux.

Au Rwanda, le Centre Financier International de Kigali (KIFC) a mis en place un cadre réglementaire pour promouvoir la FinTech et attirer les licornes.



## Rwanda

### Loi sur la promotion et la facilitation des investissements du Rwanda n° 006/2021<sup>35</sup>

Entrée en vigueur en 2021, la loi sur la promotion et la facilitation des investissements a mis en place un cadre juridique pour encourager les investissements au Rwanda. Cette loi a élargi la liste des secteurs économiques prioritaires et introduit divers avantages fiscaux pour différentes catégories d'investisseurs. Afin de favoriser le développement de l'industrie du capital-innovation, la loi propose des incitations pour attirer des talents, comme des visas pour travailleurs à distance et des visas d'entrepreneuriat pour les fondateurs de startups. Elle encourage également l'investissement à impact social en offrant aux investisseurs philanthropiques engageant 20 M\$ un ensemble d'avantages : exonération de l'Impôt sur les Sociétés, TVA à taux zéro sur les biens et services locaux, et exonération d'impôt sur le revenu pour les étrangers travaillant dans des organisations philanthropiques au Rwanda. La loi instaure par ailleurs un régime fiscal avantageux pour certains groupes d'investisseurs. Par exemple, les gestionnaires de fonds, organismes de placement collectif, *family offices* et sociétés de conseil financier bénéficient d'un taux d'imposition réduit à 15% et d'une retenue à la source nulle sur les dividendes, intérêts et redevances. Pour soutenir le capital-innovation local, la loi offre aussi des incitations aux startups. Les *business angels* investissant jusqu'à 500 000 \$ dans une startup bénéficient d'une exonération de l'impôt sur les plus-values lors de la revente de leurs actions et d'une exonération de retenue à la source pour les cinq premières distributions de dividendes de la startup, bien que cette exonération n'inclue pas les fonds de private equity et de capital-innovation. Deux initiatives phares de la loi sont la création du Fonds d'Innovation Amorçage, destiné à soutenir financièrement les petits et moyens investisseurs au Rwanda ainsi que la mise en place du Centre Financier International de Kigali (KIFC), visant à faciliter l'enregistrement des sociétés holding et des véhicules à usage spécial, ainsi que la structuration et la domiciliation de fonds d'investissement. Bien que récent, le KIFC s'impose déjà comme une alternative intéressante pour la domiciliation onshore de fonds en Afrique.

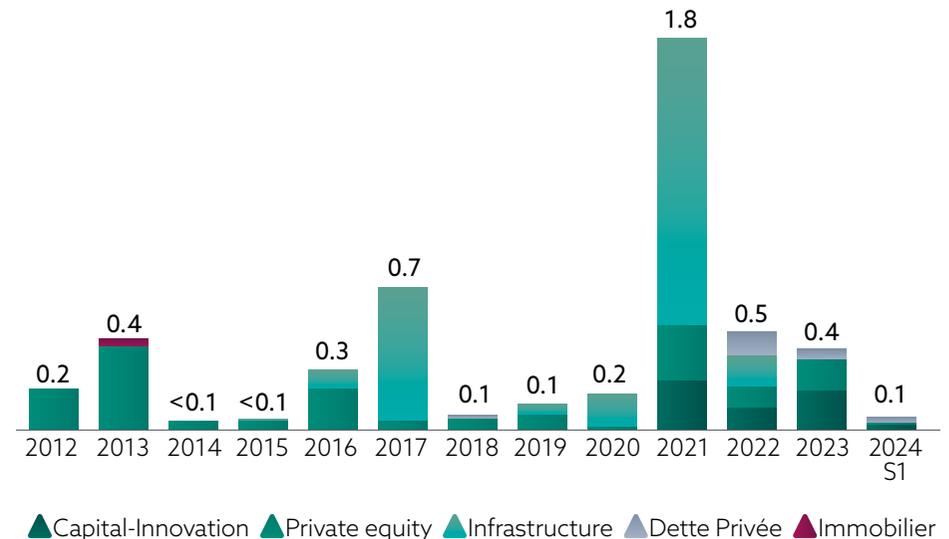


Face à l'urgence climatique, les investisseurs se tournent de plus en plus vers l'infrastructure dans la région, dont le volume d'opérations a presque doublé, passant de 9 (2012 - 2019) à 16 (2020 - S1 2024), notamment grâce à plusieurs opérations majeures au Gabon. Le secteur des services aux collectivités reste le principal moteur de cette dynamique, représentant 76% des opérations en infrastructures dans la région de 2012 au S1 2024, notant que les investissements se sont réorientés des centrales thermiques conventionnelles vers des sources d'énergies durables comme le solaire et l'hydroélectricité. Un exemple notable est l'investissement de Méridiam en 2021 dans *Kinguélé Aval*, une centrale hydroélectrique gabonaise desservant les besoins électriques ruraux et urbains du pays. Les sous-secteurs d'infrastructures logistiques et de mobilités durables ont également joué un rôle clé, contribuant collectivement à 24% des opérations en Infrastructure. Cette tendance est illustrée par l'investissement de 2020 dans *Arise Ports and Logistics*, un réseau portuaire, d'entrepôts et ferroviaire basé au Gabon facilitant le commerce en Afrique de l'Ouest, et l'investissement de Méridiam en 2022 dans la société *Bus Rapid Transit* au Sénégal, pionniers du transport électrique en Afrique de l'Ouest.

La dette privée a émergé en Afrique Francophone en 2018 avec 21 opérations totalisant 210 M\$ enregistrées entre 2018 et S1 2024, et a progressivement consolidé sa présence depuis 2022 pour devenir une stratégie alternative d'investissement de plus en plus attractive. Au cours des deux dernières années et demie, cette classe d'actif a considérablement gagné en traction, représentant 16% du nombre total des opérations et 21% des montants investis dans la région. L'essor des investissements en dette privée est tiré par des opérations de prêts directs (74%) et de dette en capital-innovation (16%), soulignant sa polyvalence et son attrait. Bien qu'encore en phase de développement, l'activité de la dette privée en Afrique Francophone a affiché des tickets moyens plus importants que la moyenne africaine, en particulier dans la dette en capital-innovation, qui affiche une taille moyenne annuelle de 22 M\$ - plus du double de la moyenne continentale. Le secteur des Services Financiers a capté 70% des opérations de dette privée entre 2022 et S1 2024, avec un intérêt particulier portée aux banques traditionnelles, principales cibles des investisseurs. Par ailleurs, le secteur des Biens et Services de Consommation de Base a aussi bénéficié de cette classe d'actif, qui a fourni un levier aux fabricants et transformateurs alimentaires. Parmi les exemples

illustratifs, on retrouve le financement de 8 M\$ d'Injaro Investments pour *Africa Négoce Industries*, un transformateur de noix de cajou au Bénin, et leur réinvestissement dans *l'Agence Coopérative Cacaoyère SOCAK* en Côte d'Ivoire en 2023.

**Figure 6 : Évolution des Opérations de Capital-Investissement en Afrique Francophone en Montant, par Classe d'actif, Md\$, 2012 - S1 2024**



Source : AVCA



### 3.3 Activité du Capital-Investissement en Afrique Francophone par Pays

L'activité du capital-investissement en l'Afrique Francophone est fortement concentrée dans cinq marchés clés, qui captent la majeure partie des investissements dans la région. Entre 2012 et le S1 2024, ces cinq pays ont totalisé 243 opérations, pour un montant cumulé de 2,5 Md\$. Ce quintette a représenté près de 70% du nombre total des opérations dans la région et plus

de 50% des montants investis, soulignant leur rôle clé dans la dynamique de croissance de l'Afrique Francophone. En tête se trouvent la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la République Démocratique du Congo, qui se sont affirmés comme les principales destinations au cours des 13 dernières années, suivi de près par le Rwanda et Madagascar.

Figure 7 : Activité du Capital-Investissement dans les TOP 5 des pays d'Afrique Francophone en nombre, 2012-S1 2024

	Côte d'Ivoire	Senegal	Democratic Republic of Congo (DRC)	Rwanda	Madagascar
 <b>Nombre d'opérations</b>	71	58	47	36	31
 <b>Montants Investis</b>	1.2 Md\$	697 M\$	143 M\$	166 M\$	318 M\$
 <b>TOP Classe d'actif</b>	Private equity (65%)	Private equity (41%) et Capital-innovation (41%)	Private equity (79%)	Capital-innovation (56%)	Private equity (77%)
 <b>TOP Secteurs</b>	 Services Financiers (28%)	 Biens & Services Industriels (24%)	 Biens & Services de Consommation Discretionnaire (26%)	 Biens & Services de Consommation de Base (19%) & Biens & Services de Consommation Discretionnaire (19%)	 Biens & Services de Consommation de Base (29%)

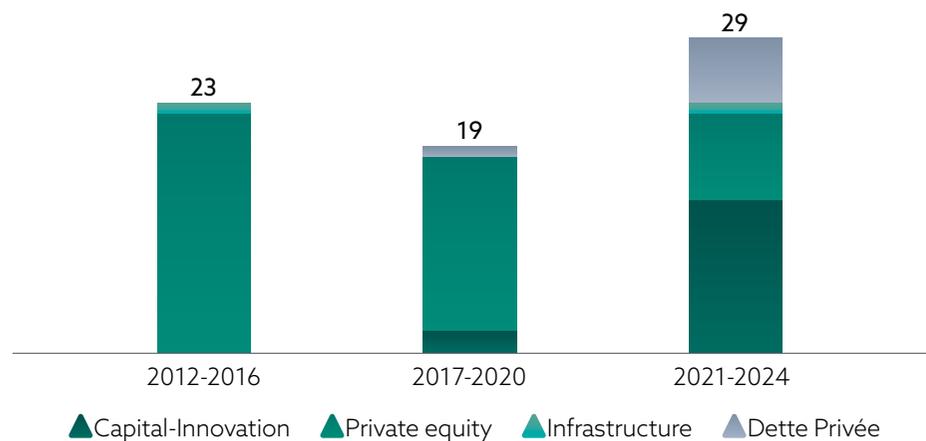
Source : AVCA



## Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire s'est affirmée comme le marché principal du capital-investissement en Afrique Francophone, affichant une diversification des stratégies des investissements. Le pays occupe aujourd'hui la première place de la région en nombre d'investissement et en montants investis, avec 71 opérations totalisant 1,2 Md\$, soit 20% du nombre total d'opérations et 25% des montants investis dans la région entre 2012 et le S1 2024. La Côte d'Ivoire a consolidé sa position grâce à une augmentation significative du ticket moyen des opérations, qui a été multiplié par 2,5 pour atteindre 25 M\$ en moyenne annuelle entre 2021 et le S1 2024, comparativement aux années précédentes. Cette croissance est due à la capacité du pays à attirer régulièrement des opérations dépassant les 50 M\$, qui représentent désormais 14% de son volume annuel d'opérations depuis 2021, contre seulement 6% entre 2012 et 2020.

Figure 8 : Évolution des Opérations de Capital-Investissement en Côte d'Ivoire en Nombre et par Classe d'Actif, 2012 - S1 2024



Source : AVCA

L'ère postpandémique a marqué un tournant pour l'industrie du capital-investissement ivoirien, ouvrant une nouvelle phase de diversification. Entre 2012 et 2020, le private equity dominait le marché ivoirien, représentant

90% des opérations. Cependant, depuis 2021, le capital-innovation et la dette privée ont pris une place importante, totalisant ensemble 69% des opérations dans le pays entre 2021 et le S1 2024. Le capital-innovation, bien implanté dans l'écosystème en Côte d'Ivoire dès 2021, représente désormais en moyenne 45% des opérations. Cette dynamique est illustrée par le premier investissement en Afrique Francophone de 4DX Ventures, un fonds de capital-innovation panafricain : en 2021, le fonds a soutenu *CinetPay*, une plateforme de paiement ivoirienne facilitant les transactions par monnaie mobile dans toute la région. En parallèle, la dette privée émerge également dans l'industrie régionale comme une stratégie d'investissement attrayante. Depuis 2022, le pays a concentré près d'un tiers de toutes les opérations de dette privée dans la région, incluant notamment un investissement mezzanine de 5,5 dans *Afrique Phyto Plus*.

Du point de vue sectoriel, les investissements en Côte d'Ivoire sont devenus de plus en plus concentrés. Au cœur de cette concentration se trouve le secteur des Services Financiers, qui a vu sa part d'opérations quadrupler pour atteindre 45% entre 2021-S1 2024, comparée à la période précédente 2012-2020. Le secteur doit sa croissance à l'essor des opérations de FinTech, qui représentent 77% des opérations du secteur. Un exemple clé de cette digitalisation est le tour de table de 14 M\$ dans la néo-banque *Djamo*, codirigé par Enza Capital, Oikocredit et Partech Africa en 2022. Cette dynamique de croissance des fintechs reflète une vague de digitalisation plus large à travers l'économie ivoirienne, les opérations technologiques représentant 52% du nombre total des opérations entre 2021 et S1 2024. Parmi les principaux acteurs figurent des sociétés comme *LegalAfrik*, spécialisée dans les services juridiques et administratifs numériques, et *TripAfrique*, une plateforme de réservation de billets d'autocars interurbains, qui ont toutes deux contribué à la transformation numérique du pays.

Les secteurs des Matériaux et de Biens et Services Industriels complètent le Top 3, chacun attirant 15% des opérations en Côte d'Ivoire entre 2021 et S1 2024. Le secteur des Matériaux, auparavant soutenu uniquement par le private equity, a vu l'arrivée d'investissements en dette privée également soutenir sa croissance depuis 2021, représentant 25% des opérations dans le secteur de 2021 à S1 2024. Les entreprises de ce secteur se concentrent sur la production de produits phytosanitaires et de matériaux d'emballage. En revanche, le secteur des Biens et Services Industriels a connu un changement notable dans ses sources de financement. Entre 2012-2020, le secteur était principalement soutenu par un mélange d'opérations de private equity et d'infrastructure.



Cependant, depuis 2021, les investissements de capital-innovation remplacent les financements d'infrastructures et représentent désormais 40% des opérations du secteur entre 2021-S1 2024. Le private equity reste cependant un acteur important, représentant 60% des opérations du secteur au cours de la même période. Au sein de ce secteur, le sous-secteur des Services Commerciaux et Professionnels domine, offrant aux entreprises des services de soutien allant des conseils juridiques aux solutions de covoiturage à base technologique.

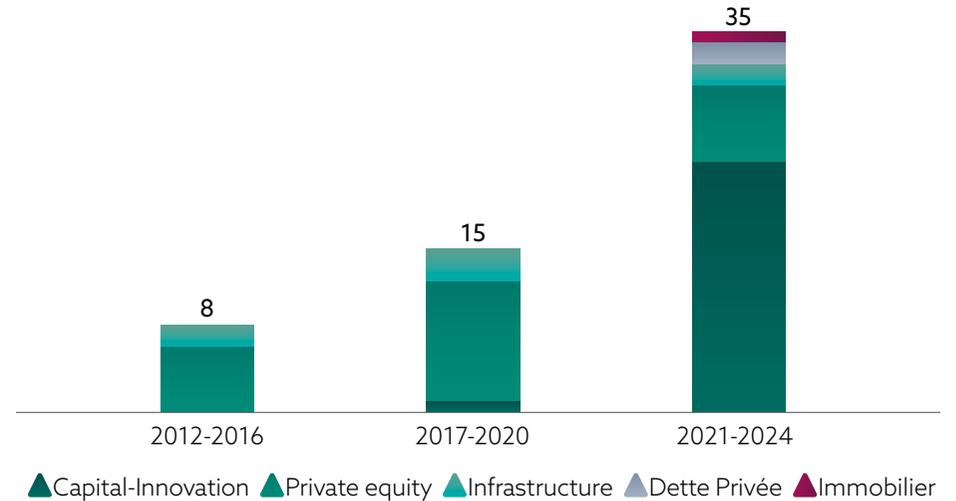
## Sénégal

Le Sénégal s'est imposé comme une force montante dans l'écosystème du capital-investissement en Afrique Francophone, se hissant en deuxième position parmi les marchés les plus actifs de la région avec 58 opérations d'une valeur totale d'environ 700 M\$ depuis 2012, représentant 16% du volume des opérations et 15% des montants investis dans la région. L'industrie du capital-investissement sénégalais a connu une croissance régulière tirée ces dernières années par un essor du capital-innovation. Depuis 2021, le capital-innovation est devenu la classe d'actif dominante, représentant 66% des opérations du pays et jouant un rôle clé dans l'ascension du Sénégal sur la scène régionale.

La prédominance du capital-innovation a joué un rôle clé dans la transformation du paysage des investissements au Sénégal, favorisant une adoption rapide des technologies à travers divers secteurs. Cette évolution est manifeste dans le taux de pénétration technologique, qui a atteint 66% entre 2021 et S1 2024. La technologie a transformé les secteurs traditionnels comme les services financiers et les biens et services industriels. Rares avant 2021, les investissements dans le secteur des services financiers ont depuis bénéficié de l'essor du capital-innovation. Il se classe désormais troisième en nombre d'opérations dans le pays, représentant près de 90% des opérations à forte composante technologique entre 2021 et S1 2024. Le secteur des biens et services industriels a également adopté l'innovation technologique avec 80% des opérations concernant des entreprises à forte composante technologique, comme *Paps*, une application de transport logistique à la demande, et *Afrikamart*, un réseau dédié à la rationalisation des services de distribution dans l'agroalimentaire. Cette adoption généralisée de la technologie, en particulier dans les secteurs des services financiers et des biens et services industriels, met en lumière un potentiel important

de croissance tirée par la technologie, offrant aux investisseurs des opportunités de capitaliser sur l'intersection des industries traditionnelles et des technologies innovantes.

Figure 9 : Évolution des Opérations de Capital-Investissement en Sénégal en nombre, par Classe d'actif, 2012 - S1 2024



Source : AVCA

## Rwanda

Le Rwanda, en développant une réputation d'innovation et de potentiel, émerge progressivement comme un marché porteur pour les capital-investissement en Afrique Francophone. Depuis 2012, le pays a attiré 36 opérations totalisant 166 M\$, représentant 10% des opérations dans la région et 3% des montants investis (de 2012 au S1 2024).

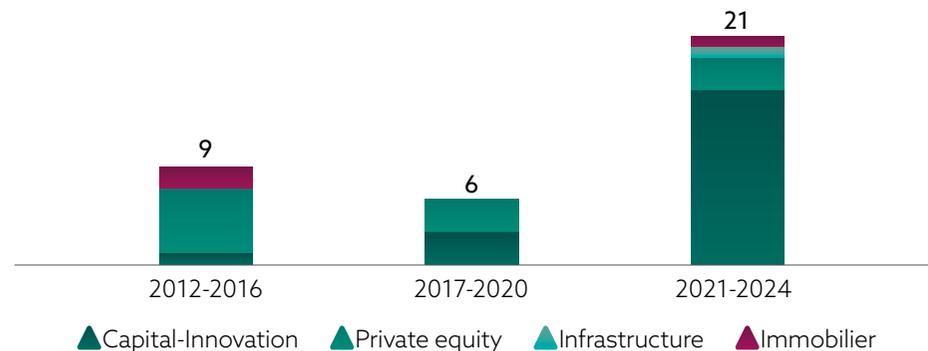
L'impact du capital-innovation dans la transformation de l'écosystème Francophone Africain a été amorcée en 2019. Dès lors, le capital-innovation s'est rapidement imposé comme principale classe d'actifs du marché Rwandais coïncidant avec une adoption significative de la technologie.



### 3.4 Activité du Capital-Investissement en Afrique Francophone par Secteur

Entre 2019 et le S1 2024, 60% des opérations ont été réalisées dans des entreprises technologiques, en particulier dans les secteurs des biens et services industriels et des services aux collectivités, où la totalité des transactions impliquaient des entreprises technologiques. À la différence des pays voisins, le Rwanda présente un paysage sectoriel particulièrement diversifié dont quatre secteurs dominants – les biens et services de consommation discrétionnaire (24%), les biens et services de consommation de base (20%), les services financiers (16%) et la santé (12%) – et représentent ensemble 72% des opérations entre 2019 et le S1 2024. Le secteur de la santé, en particulier, affiche un dynamisme remarquable, comme en témoigne l'investissement en capitaux propres et en dette de 20 M\$ obtenu en 2023 par *Africa Healthcare Network*, un fournisseur de services de dialyse, soutenu par AfricInvest et d'autres investisseurs. Par ailleurs, l'alliage santé et technologie est en pleine expansion, illustrée par l'investissement en 2021 dans *Viebeg*, une entreprise rwandaise spécialisée dans la fourniture d'équipements médicaux.

Figure 10 : Évolution des Opérations de Capital-Investissement au Rwanda en nombre, par Classe d'actif, 2012 - S1 2024



Source : AVCA



Les secteurs des **Biens et Services de Consommation Courante**, des **Services Financiers**, des **Biens et Services de Consommation Discrétionnaire** et de **Biens et Services Industriels** sont les principaux secteurs d'intérêt dans l'écosystème du capital-investissement en Afrique Francophone, représentant 68% des opérations depuis 2012.



**57%**

Les **entreprises technologiques et à vocation technologique** ont représenté **57%** des opérations de capital-investissement en Afrique Francophone de 2021 au S1 2024



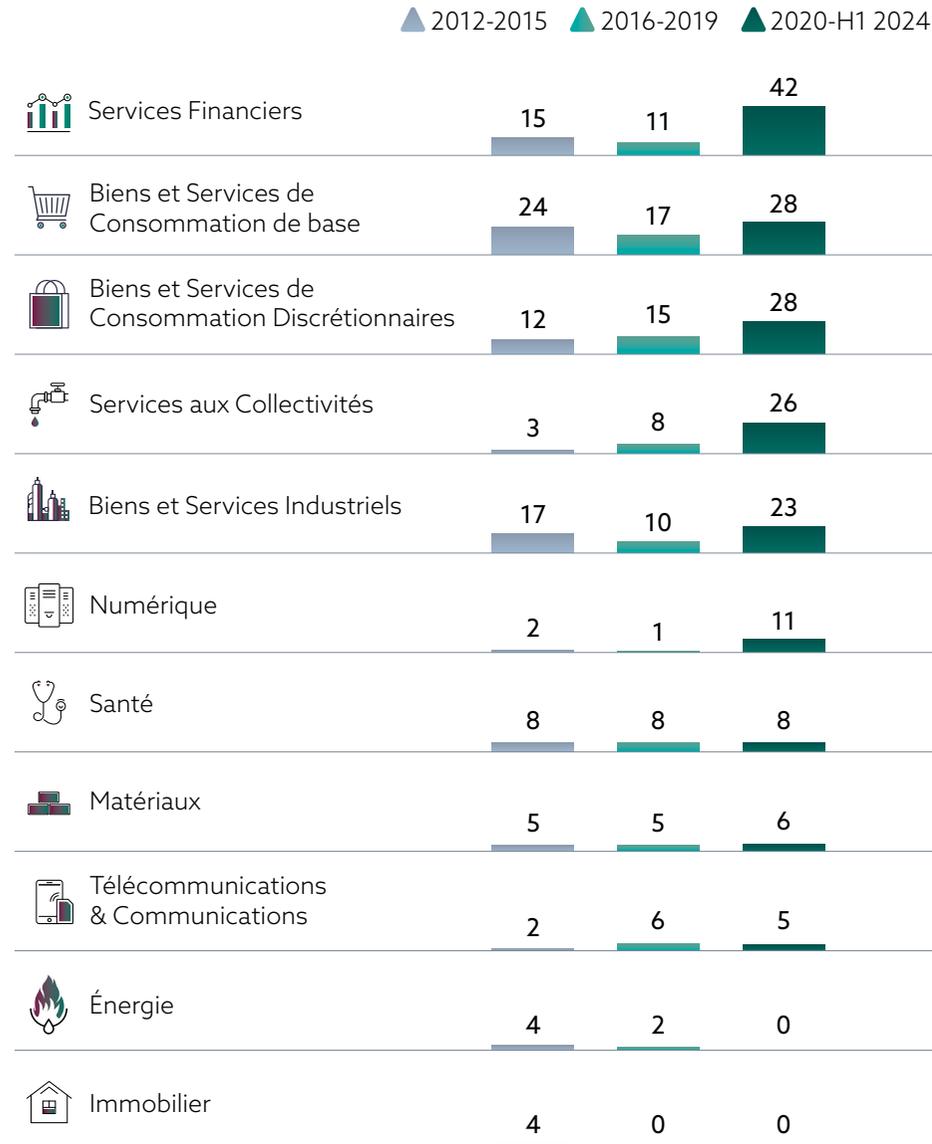
Le secteur des **Services Financiers** a consolidé sa position de leader, soutenue par des **investissements vers les entreprises technologiques et à vocation technologique** - l'activité des **FinTech** dans la région d'Afrique Francophone a représenté **80%** des opérations du secteur entre 2020 et le S1 2024.



Les secteurs des **Biens et Services Industriels**, des **Services aux Collectivités** et des **services financiers** dominent en termes de montants en Afrique Francophone, captant **85%** des montants investis depuis 2012.



Figure 11 : **Évolution des Opérations de Capital-Investissement en Afrique Francophone, par Secteur, 2012 - S1 2024**



Tout comme observé sur l'ensemble du continent, l'industrie du capital-investissement en Afrique Francophone évolue vers un écosystème sectoriellement diversifié, exploitant les atouts distinctifs de ses économies et offrant un large éventail d'opportunités pour les investisseurs.

L'essor du capital-innovation a reconfiguré la distribution sectorielle dans l'écosystème du capital-investissement en Afrique Francophone. Entre 2012 et 2020, quatre secteurs dominaient, à savoir les biens et services de consommation de base, les biens et services industriels, les biens et services de consommation discrétionnaire et les services financiers, représentant collectivement 67% des opérations et 58% des montants investis. Avec la récente expansion du capital-innovation (entre 2021-S1 2024), le secteur des services financiers s'est imposé comme secteur majeur, représentant désormais 26% des opérations de la région et 18% des montants investis. Le secteur des biens et services de consommation de base, ayant perdu un tiers en proportion des opérations entre les deux périodes, rivalise désormais avec le secteur des biens et services de consommation discrétionnaire, détenant respectivement 16% et 15% en proportion des opérations, bien que chacun ne représente que 2% des montants investis dans la région. En parallèle, le secteur des services aux collectivités attire de plus en plus l'intérêt des investisseurs en offrant des opportunités associant la technologie, démontrée par sa part qui croît de 9% des opérations dans la région entre 2012-2020 à 12% entre 2021-S1 2024.



### Services Financiers

Le secteur des Services Financiers a toujours été un secteur attractif pour les investisseurs présents en Afrique Francophone, attirant 68 opérations d'une valeur totale de 917M\$ depuis 2012. Le secteur a renforcé sa position de leader dans la région, comme en témoigne l'augmentation de 43% du volume d'opérations entre les périodes 2012-2020 et 2021-S1 2024. Ainsi, depuis 2021, le secteur des services financiers représente 26% des opérations de la région et 18% des montants investis. Cette croissance est notamment dû à une réorientation des investisseurs vers des investissements en capital-innovation. L'activité récente des FinTech dans la région Francophone (80% des opérations du secteur entre 2021-S1 2024) couvrait les activités de mobile



money ainsi que les plateformes de prêt et de paiement. La blockchain, la cryptomonnaie et l'assurance numérique sont également contributeurs, bien que dans une moindre mesure. Le dynamisme du marché ivoirien a particulièrement soutenu le secteur des services financiers dans la région, représentant à lui seul près d'un quart (33%) des opérations du secteur et 24% des montants investis entre 2021-S1 2024.



## Biens et Services de Consommation Discrétionnaire

Avec 55 opérations d'un montant de 104M\$ entre 2012 et S1 2024, le secteur des biens de consommation discrétionnaire s'est réinventé, porté par la vague digitale et l'essor du capital-innovation depuis 2021. Cette diversification stratégique a permis au capital-innovation et à l'immobilier d'émerger aux côtés des investissements traditionnels en private equity, ces nouvelles approches captant respectivement 63% et 8% des opérations du secteur entre 2021-S1 2024. Le Sénégal, le Rwanda et Madagascar ont été les principaux bénéficiaires des investissements en biens et services de consommation discrétionnaire, contribuant à 79% du nombre total d'opérations et 90% des montants investis entre 2021 et S1 2024. Le Sénégal est devenu un marché clé du private equity, représentant 57% des opérations dans cette catégorie. En parallèle, le Rwanda a pris la tête des opérations en capital-innovation, représentant 33% des opérations dans cette classe d'actif. L'activité immobilière est proportionnellement répartie entre le Sénégal et le Rwanda, chacun contribuant à 50% des opérations. Le commerce en ligne et l'EdTech ont été des sous-secteurs particulièrement dynamiques, des entreprises comme *Kasha*, une entreprise rwandaise axée sur la santé des femmes et les produits de soins personnels qui a levé 21 M\$ en 2023, utilisant la technologie pour répondre aux besoins essentiels des femmes de la région.



## Services aux Collectivités

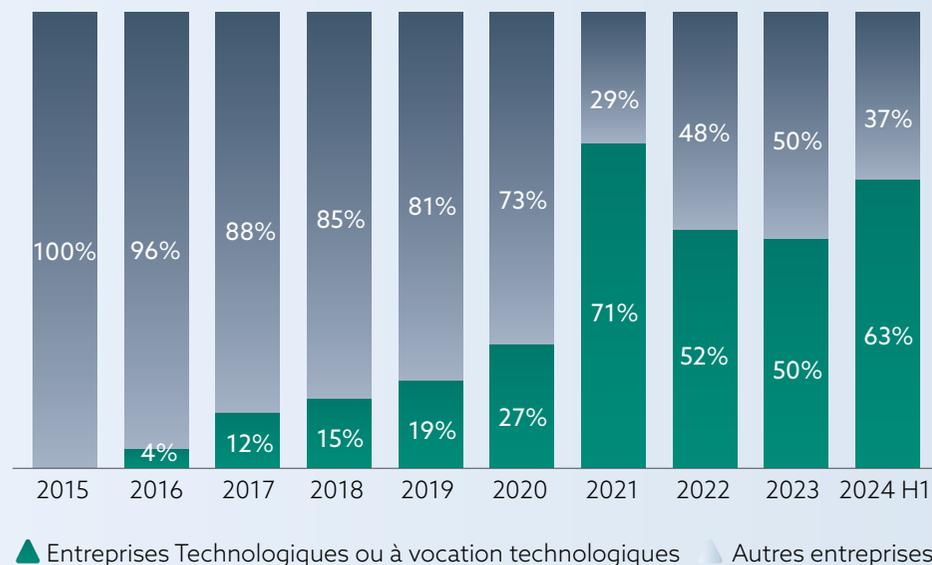
Suivant les traces du secteur financier, le secteur des services aux collectivités a rebondi avec 37 opérations d'une valeur de 1,5 Md\$, passant d'investissement opportunistes à l'intégration de l'innovation numérique et des opportunités respectueuses du climat. L'évolution de ce secteur s'est déroulée en deux phases. Au départ, les investissements dans les infrastructures à l'échelle nationale ont dominé, atteignant un pic entre 2020-2021 alors qu'ils représentaient 75% du volume des opérations. Depuis lors, le paysage a changé avec le capital-innovation et la dette privée devenant les principales stratégies d'investissement, et représentant respectivement 50% et 30% du volume des opérations entre 2022 et S1 2024. Cette nouvelle vague d'investissements s'est concentrée sur des solutions technologiques, en particulier des systèmes solaires domestiques abordables pour les ménages. La République Démocratique du Congo (RDC), principal marché menant cette transformation, représentait 50% des opérations dans des entreprises technologiques dans le secteur des services aux collectivités de la région au cours de la période 2022-S1 2024. Un exemple notable est l'investissement en capital-innovation de 40M\$ dans *Nuru*, dont le réseau alimenté par des énergies renouvelables exploite une technologie de pointe pour fournir une énergie fiable aux communautés urbaines en RDC.



## L'ESSOR DU CAPITAL-INNOVATION, ACCÉLÉRATEUR DE L'ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Depuis 2021, les investissements dans les entreprises technologiques ont connu une forte croissance en Afrique Francophone, représentant 57% des opérations et 23% des montants investis. Cela marque une augmentation significative par rapport à la période 2015-2020, où les entreprises technologiques ne représentaient que 13% des opérations et 2% des montants investis.

Figure 12 : Répartition des investissements dans les entreprises technologiques et à vocation technologiques en Afrique Francophone, 2015 - S1 2024



Source : AVCA

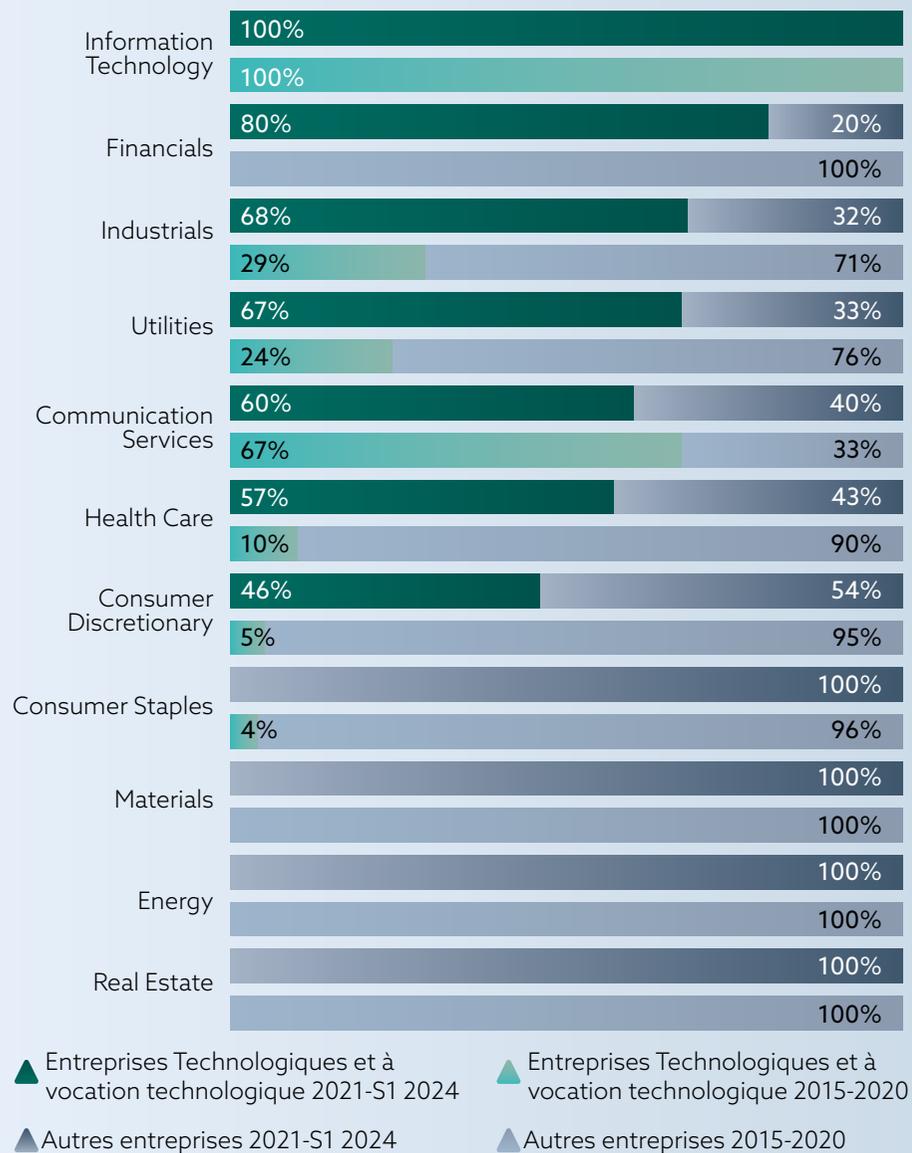
La vague digitale, portée par la croissance des investissements en capital-innovation observée sur l'ensemble du continent, a bouleversé plusieurs secteurs. Le secteur des services financiers s'est imposé comme le fer de lance de cette transformation, affichant 80% d'opérations dans des entreprises FinTech depuis 2021. Ces entreprises comme *Wave Mobile Money*, qui a reçu un financement en capital-innovation de 200M\$ en 2021, sont à l'avant-garde, révolutionnant les services financiers avec des plateformes

innovantes de mobile money qui redéfinissent la manière dont des millions d'Africain.e.s interagissent avec les systèmes financiers. La HealthTech a également connu une croissance spectaculaire, 57% d'opérations dans des entreprises associant la technologie et la santé sur la période 2021-S1 2024, alors que ce sous-secteur était quasi inexistant avant 2020. Cette croissance est alimentée par un large éventail d'entreprises développant des applications de télésanté, de plateformes de consultation en ligne et de solutions de suivi médical. Par exemple, *Susu*, une startup de la santé active au Cameroun, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, rend les soins de santé plus accessibles et abordables. De même, les secteurs des biens et services industriels et des services aux collectivités ont vu leurs taux de pénétration technologique doubler pour atteindre près de 70% d'opérations dans des entreprises technologiques entre 2021 et S1 2024. Dans le secteur des biens et services industriels, les entreprises technologiques développent des plateformes numériques pour faciliter les opérations commerciales quotidiennes, particulièrement dans le secteur de la logistique au Sénégal. La croissance des opérations technologiques dans le secteur des services aux collectivités est, elle, alimentée par les investissements en capital-innovation et en infrastructure, permettant d'alimenter écologiquement la région et les ménages en énergie solaire.

Bien que la vague de digitalisation ait traversé toute la région, trois marchés clés se sont imposés comme des pôles technologiques majeurs. Le Sénégal en tête, concentre des entreprises développant des solutions innovantes pour plus d'inclusion financière et des solutions digitales facilitant le secteur de la logistique. En Côte d'Ivoire, qui suit de près, les entreprises mettent en avant l'utilisation des technologies pour moderniser des secteurs clés tels que la finance et la logistique. Le Rwanda, qui complète le trio, se distingue avec un portefeuille diversifié d'entreprises ciblant l'inclusion financière, la HealthTech et les énergies renouvelables. Des politiques gouvernementales favorables dans ces trois marchés clés ont permis de capitaliser et de créer ces nouvelles opportunités dans la Tech, comprenant notamment le développement d'infrastructures numériques et des réglementations ciblant spécifiquement les startups.



**Figure 13 : Répartition des Opérations de Capital-Investissement dans des Entreprises Technologiques et À Vocation Technologique en Afrique Francophone, par Secteur, 2015-S1 2024**



### 3.5 Evolution des Cessions en Capital Investissement en Afrique Francophone

Le panorama des cessions en Afrique Francophone témoigne d'une remarquable capacité d'adaptation, marquée par une diversification des secteurs d'intérêt et une variété dans les stratégies de sortie. Au cours de la dernière décennie, la région a enregistré 76 cessions, représentant 13% du total des désinvestissements réalisés en Afrique. Malgré les défis macroéconomiques mondiaux apparus à partir de 2022, et qui ont conduit les fonds de gestion à adopter une posture plus prudente et ralenti le rythme des cessions dans la région, l'année 2019 s'est démarquée comme une période exceptionnelle. Le nombre de cessions a alors doublé par rapport à 2018, marquant un tournant vers un niveau d'activité plus élevé dans les années suivantes et à des stratégies de cessions plus diversifiées dans la région.

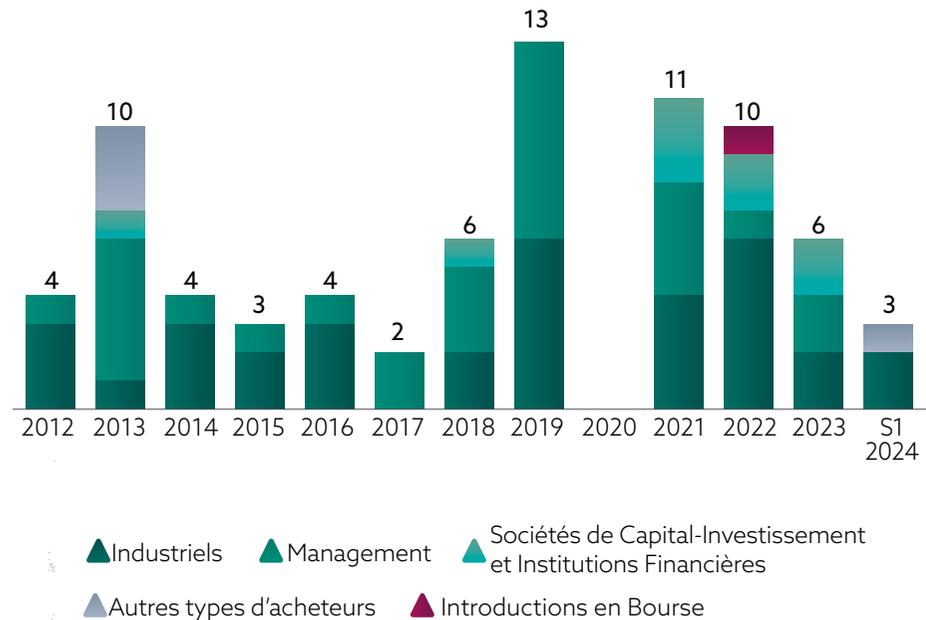
La croissance enregistrée en 2019 a été principalement stimulée par une augmentation significative de l'activité de cessions au Sénégal et à Madagascar, qui représentaient à elles seules 50% du total des désinvestissements dans la région cette année-là. Ces deux marchés ont offert des opportunités stratégiques distinctes aux investisseurs. Madagascar s'est révélé être une destination majeure pour les cessions aux industrielles, concentrant 33% des cessions aux industriels francophones en 2019. De son côté, le Sénégal a connu une proportion plus élevée de cessions au management, représentant 43% des cessions de cette catégorie. Un autre fait marquant de cette période est la réduction significative de la durée moyenne de détention pour les cessions aux managements, qui est tombée à 5,8 ans, un niveau parmi les plus bas observés depuis 2012.

Capitalisant sur la hausse du nombre de cessions observée en 2019, l'écosystème du capital-investissement en Afrique Francophone a également connu une diversification du panorama des cessions. Cette évolution se traduit par l'élargissement des opportunités sectorielles et l'émergence de nouveaux marchés clés. Historiquement, les cessions aux industrielles et au management, dominaient le panorama des cessions en Afrique Francophone, représentant 90% des cessions entre 2012 et 2019. Cette prédominance reflète à la fois l'attrait grandissant de la région pour les acheteurs du secteur des services financiers en quête d'expansion régionale, et la capacité croissante des équipes dirigeantes locales à reprendre le contrôle des entreprises. Cependant, les défis macroéconomiques persistants et l'état embryonnaire de l'écosystème de cessions dans la région ont suscité une demande accrue de liquidité, conduisant à une nouvelle tendance : la vente d'entreprises plus ou moins matures à des



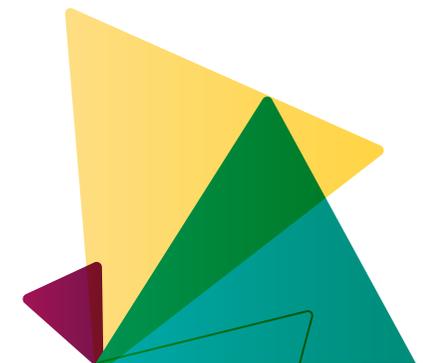
sociétés de capital-investissement désireuses d'intégrer le marché régional. Cette évolution a fait croître la proportion cessions aux sociétés de capital-investissement et autres acheteurs financiers, passant de 3% entre 2012 et 2019 à 23% entre 2021 et le S1 2024. Un exemple emblématique de ce changement est la sortie réussie d'Amethis de *SodiGaz Group Burkina* en 2021 cédé à African Infrastructure Investment Managers. Par ailleurs, 2022 a marqué une avancée historique avec les premières introductions en bourse dans la région, notamment celle d'*Ecobank Côte d'Ivoire*, anciennement détenue par Enko Capital.

**Figure 14 : Évolution des cessions en capital-investissement en Afrique Francophone, par année et par type d'acheteurs, 2012 - S1 2024**



Source : AVCA

Alors que les services financiers dominaient traditionnellement les cessions, représentant une part annuelle moyenne de 40% entre 2012 et 2018, l'année 2019 a marqué une diversification significative du panorama des cessions. Durant cette année, le secteur des biens et services de consommation de base et industriels ont rejoint le secteur des services financiers parmi les principaux secteurs de la région, ouvrant la voie à un éventail plus large d'opportunités sectorielles dans les années suivantes. L'activité des cessions en Afrique francophone est restée concentrée sur les marchés clés, avec la Côte d'Ivoire (31%) et le Sénégal (15%) représentant ensemble près de 50% des désinvestissements entre 2012 et le premier semestre 2024. Cependant, de nouveaux marchés émergent, comme Madagascar dans le secteur des biens et services de consommations de base, ou encore le Cameroun et le Burkina Faso, particulièrement dans les secteurs des services aux collectivités. La Côte d'Ivoire s'est affirmée comme le marché majeur dans les cessions dans le secteur de l'énergie et des biens et services de consommation de base, tandis que le Sénégal s'est distingué dans les services de télécommunications & communications. Parmi les cessions récentes, on peut citer l'acquisition du site d'annonces en ligne *CoinAfrique* en 2022 et celle du fournisseur camerounais de solutions de batteries *UpOw* en 2024, toutes deux réalisées par des acheteurs industriels.





# Parité dans le Capital Innovation en Afrique Francophone

## L'Afrique Francophone Progresse dans le financement des startups dirigées par des femmes...

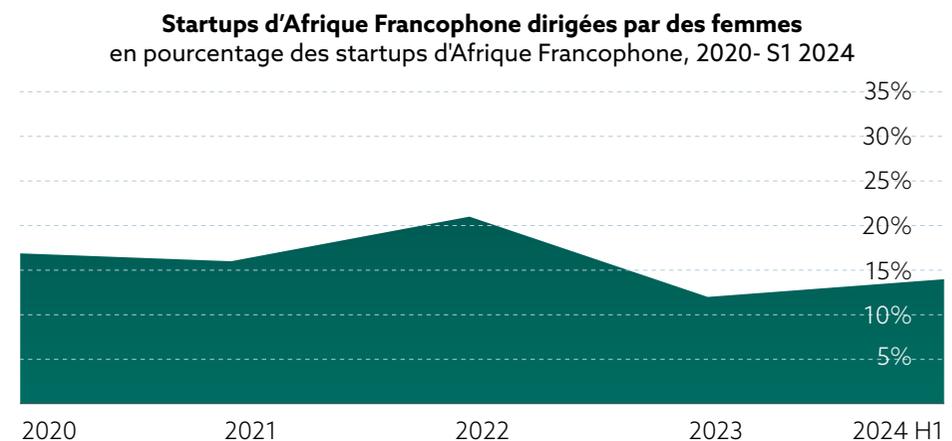
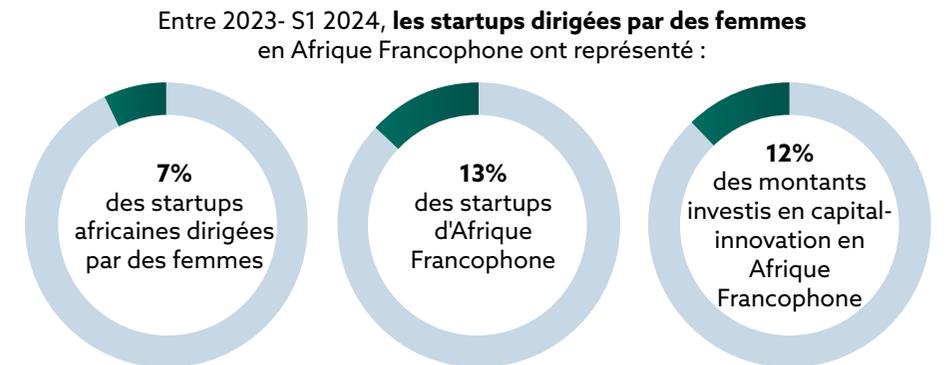
Des avancées significatives ont été réalisées pour promouvoir la parité dans l'écosystème du capital-innovation en Afrique Francophone, notamment en valorisant la représentation des femmes dans les postes de leadership et en renforçant les principes d'inclusivité. Cependant, malgré ces avancées, l'égalité hommes-femmes demeure un défi persistant. En effet, la croissance de l'activité du capital-innovation dans la région n'a pas profité de manière équitable aux startups dirigées par des femmes, comparativement à celles dirigées par des hommes.

Depuis 2020, l'Afrique Francophone s'est positionnée à l'avant-garde de la parité dans le capital-innovation, surpassant régulièrement les moyennes annuelles africaines tant en nombre d'opérations qu'en montants investis dans les startups dirigées par des femmes. Malgré certaines fluctuations dans la proportion de startups dirigées par des femmes accompagnées par le capital-innovation en Afrique Francophone, la région a constamment surpassé le reste de l'Afrique. Entre 2020 et le S1 2024, les startups d'Afrique Francophone dirigées par des femmes ont représenté en moyenne 16% des opérations, dépassant la moyenne continentale de 14%.

L'Afrique Francophone s'est également distinguée par une progression significative des montants investis. En 2020, les startups dirigées par des femmes ont capté 52% des fonds investis en capital-innovation dans la région, une performance largement attribuable à une levée de fonds de série A de 3,6M\$ réalisée par *Kasha*, une startup rwandaise proposant une plateforme en ligne facilitant l'accès aux produits de santé destinés aux femmes et fondée par Joanna Bichsel. Cet investissement exceptionnel, plus de cinq fois supérieur aux montants perçus par d'autres entrepreneures en Afrique Francophone au cours de la même année, s'est répercuté sur la répartition des montants investis dans les startups dirigées par des femmes. Cependant, en excluant cette transaction, les opérations en faveur des startups dirigées par des femmes en Afrique Francophone ont malgré tout affiché une progression constante et remarquable, passant de 1% en 2021 à 12% en 2023, pour atteindre 18% au premier semestre 2024.

Cette croissance régulière atteste de l'évolution positive au sein de l'écosystème du capital-innovation dans la région, lequel reconnaît de plus en plus l'impact et la valeur stratégique des entreprises dirigées par des femmes.

Figure 1 : Chiffres-clés sur les Startups Dirigées par des Femmes en Afrique Francophone



Source : AVCA



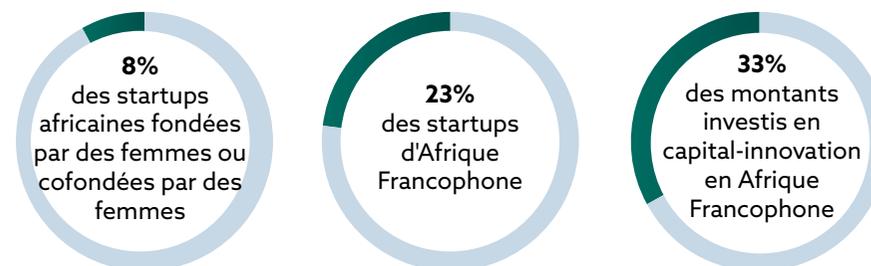
## ... et Prend Des Mesures Pour Soutenir La Diversité

Les startups co-fondées en équipes mixtes, comprenant au moins une femme parmi les membres fondateurs, ont également suscité un intérêt grandissant de la part des investisseurs. Entre 2020 et le S1 2024, ces entreprises ont représenté 26% des opérations et 19% des montants investis dans la région. Le nombre de startups co-fondées en équipes mixtes accompagnées par le capital-innovation en Afrique Francophone a triplé, passant de seulement 3 en 2020 à 9 en 2023. Au S1 2024, on dénombre déjà 5 startups co-fondées en équipes mixtes nouvellement accompagnées par le capital-innovation, ce qui laisse présager un nombre plus important que les années précédentes d'ici la fin 2024, si les tendances d'investissements se maintiennent. Bien que ces progrès demeurent modestes, tant à l'échelle du continent africain qu'en comparaison avec le nombre de startups fondées exclusivement par des hommes accompagnées par le capital-innovation en Afrique Francophone, ils témoignent des avancées réalisées par la région vers une plus grande inclusivité.

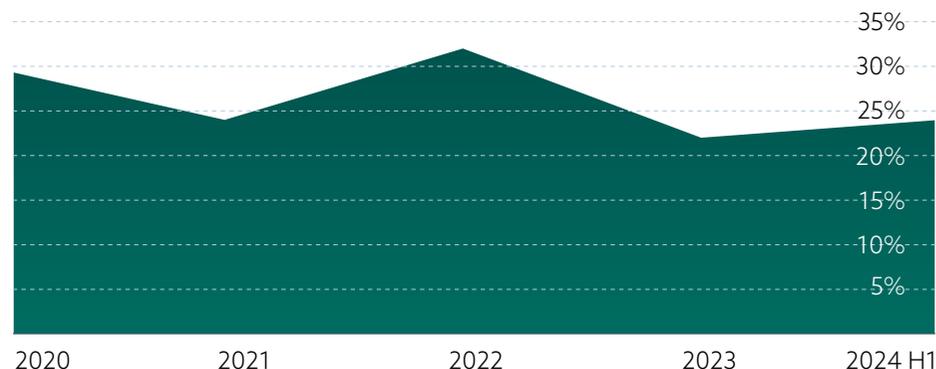
Toutefois, les startups fondées exclusivement par des femmes en Afrique Francophone restent toujours confrontées à des difficultés d'accès au financement, bien que des signes encourageants de progrès soient perceptibles. Ces startups ne capturent actuellement que 1% des montants investis en capital-innovation en Afrique Francophone entre 2020-S1 2024 - un chiffre qui reflète malheureusement les tendances mondiales. À titre comparatif, les startups étatsuniennes fondées exclusivement par des femmes n'ont attiré que 2% des montants investis en capital-innovation en 2023, tandis que leurs homologues européennes ont obtenu un peu moins de 1,5%. Néanmoins, la région d'Afrique Francophone progresse à grands pas pour combler cet écart de financement. En effet, l'écart entre les tickets moyens investis entre les startups fondées exclusivement par des hommes et celles fondées par des femmes a été réduite de moitié ces dernières années, passant de 8 M\$ entre 2021-2022 à 4 M\$ entre 2023-S1 2024. Cette amélioration reflète à la fois une prise de conscience croissante de la valeur des entreprises dirigées par des femmes mais aussi une avancée vers une répartition plus équitable des financements. Malgré ces progrès, des efforts substantiels restent nécessaires afin de garantir que les startups fondées exclusivement par des femmes puissent accéder à des investissements et bénéficier de manière équitable de l'augmentation des financements en capital-innovation dans la région.

Figure 2 : Chiffres-clés sur les startups fondées/cofondées par des femmes en Afrique Francophone

Entre 2023-S1 2024, les startups fondées/cofondées par des femmes en Afrique Francophone ont représenté :



Startups d'Afrique Francophone fondées/cofondées par des femmes en pourcentage des startups d'Afrique Francophone, 2020- S1 2024



Source : AVCA



## Le Sénégal, le Rwanda et le Cameroun dominant dans les investissements en faveur de la diversité

La dynamique interpays met en lumière les avancées notables mais aussi les défis persistants en matière de parité dans l'écosystème du capital-innovation en Afrique Francophone. Le Sénégal, le Rwanda et le Cameroun ont pris la tête dans la promotion de la parité, le Sénégal se distinguant par son fort leadership féminin. De 2020 au S1 2024, 31% des opérations en capital-innovation au Sénégal ont été réalisés au profit de startups cofondées en équipes mixtes dont plus de la moitié étaient exclusivement fondées par des femmes. Le Rwanda suit avec près d'une opération sur cinq (18%) à destination de startups cofondées en équipe mixte, indicateur de

l'engagement du pays envers l'égalité homme-femme. Le Cameroun, pour sa part, occupe la troisième place, avec 16% de ses opérations de capital-innovation consacrées à des startups cofondées en équipe mixte, parmi lesquelles plus de la moitié étaient également exclusivement fondées par des femmes. Des réussites exemplaires incluent *Maad*, une plateforme Sénégalaise aidant les entreprises à gérer leurs opérateurs de terrain ayant levé 3,2 M\$ en amorçage en mai 2024, et *Koree*, une startup camerounaise ayant levé des fonds de capital-innovation en 2023 pour son application offrant des récompenses sous forme de cashback.

Figure 3 : Top 5 des Pays d'Afrique Francophone par Part des opérations en Capital-innovation dans les Startups Dirigées par des Femmes, 2020-S1 2024

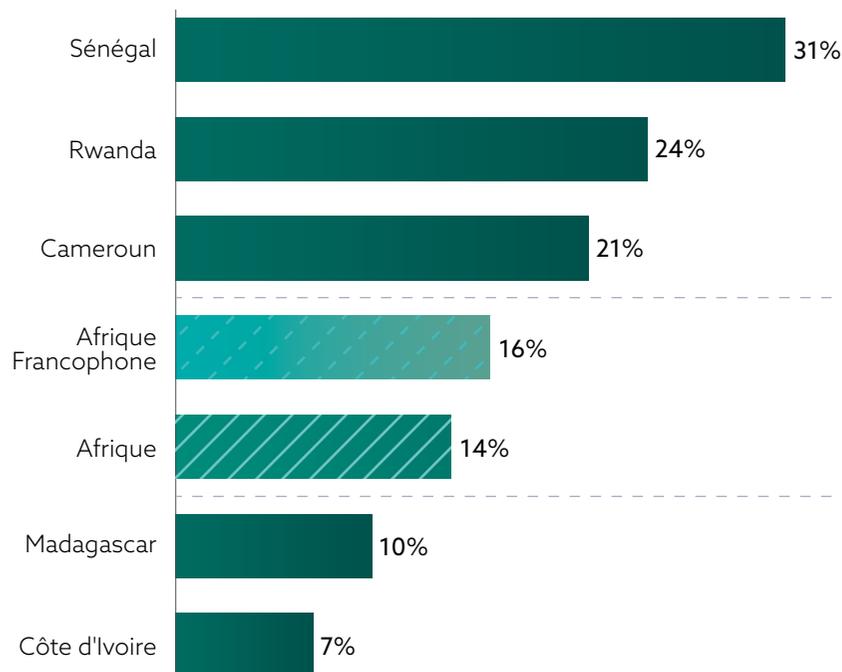
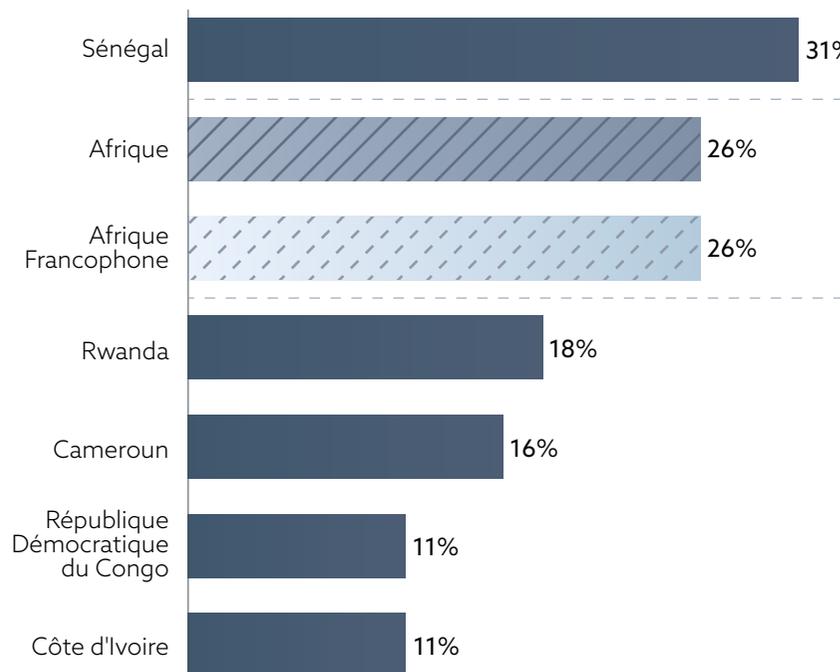


Figure 4 : Top 5 des Pays d'Afrique Francophone par Part des opérations en Capital-innovation dans les Startups Fondées en Équipes Mixtes, 2020-S1 2024



Source : AVCA

▲ Part des Startups Dirigées par des Femmes ▲ Part des Startups Fondées en Equipe Mixtes



En revanche, la Côte d'Ivoire est en retrait en termes de représentation féminine, avec seulement 11 % de ses opérations de capital-innovation orientées vers des startups fondées en équipes mixtes entre 2020 et le S1 2024, et un pourcentage encore plus faible de 7% allant aux startups dirigées par des femmes. Cette disparité souligne l'urgence d'une plus grande inclusivité sur tous les territoires, même si des pays phares comme le Sénégal et le Cameroun illustrent l'impact positif d'un tissu entrepreneurial égalitaire.

En montants investis en capital-innovation à destination des startups cofondées en équipes mixtes entre 2020 et le premier semestre 2024, la République Démocratique du Congo est en tête de la région Francophone, avec 43% de montants alloués à ces entreprises. Cette proportion élevée est principalement attribuable à la levée de fonds Séries A de 40 M\$ par *Jambo* en 2022, une plateforme Web3 congolaise. Le succès de *Jambo* témoigne non seulement de la reconnaissance croissante des femmes dans les STIM (Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques), mais souligne également la tendance plus large vers la digitalisation et la diversification des services financiers en Afrique. Le Rwanda suit de près avec 37% de montants investis dans les startups cofondées en équipes mixtes. Le Cameroun se classe troisième, avec 29% de montants investis, confirmant ses progrès dans la construction d'un écosystème entrepreneurial inclusif.

Dans le paysage entrepreneurial de l'Afrique Francophone, les startups cofondées en équipes mixtes occupent une place importante dans les secteurs des Biens & Services de Consommations Discrétionnaires et des Biens & Services de Consommations de Base, représentant respectivement 54% et 27% du nombre total d'opérations depuis 2020. La répartition des opérations réalisés auprès des startups cofondées en équipes mixtes montre également une concentration dans les secteurs des Services Financiers (24%) et Biens & Services Industriels (22%), traduisant une intégration croissante des femmes dans des secteurs traditionnellement peu associés à l'entrepreneuriat féminin. Un groupe hétérogène de startups innovantes émerge de ces secteurs, avec des femmes à leur tête. Ces entreprises comprennent aussi bien des jeunes pousses pionnières en solutions de

trading de devises que des startups améliorant la transparence des affaires grâce à la digitalisation. Parmi elles figurent une marque de mode éthique promouvant des pratiques durables, une entreprise FoodTech transformant les marchés culinaires locaux, et des entreprises de santé améliorant l'accès aux soins pour les femmes. Collectivement, ces startups incarnent une vision intégrant durabilité, évolutivité et sophistication technologique—augmentant la productivité et créant des initiatives sociales ayant un impact marqué sur les femmes.

### Principaux enseignements

La forte représentation de leadership féminin dans le paysage du capital-innovation en Afrique Francophone traduit une reconnaissance croissante de la valeur que la diversité apporte à l'écosystème entrepreneurial de la région. Si les progrès sont évidents - notamment dans la réduction de l'écart de financement entre les entreprises dirigées par des hommes et celles dirigées par des femmes - des défis persistent. Les startups exclusivement fondées par des femmes, en particulier, continuent d'être sous-représentées et captant une proportion encore limitée des montants investis. Des pays comme le Sénégal, le Rwanda et le Cameroun sont en tête de la course à la parité, mais un soutien accru aux entreprises dirigées par des femmes dans des marchés clés comme la Côte d'Ivoire est indispensable pour consolider une inclusion véritablement équitable à l'échelle de toute l'Afrique Francophone. Par ailleurs, la présence croissante de femmes dans des secteurs traditionnellement perçus comme masculins constitue une évolution encourageante, conduisant l'Afrique Francophone vers un écosystème d'entreprises accompagnées par le capital-innovation plus égalitaire.

## ACTIVITÉ DU CAPITAL-INVESTISSEMENT EN AFRIQUE DU NORD FRANCOPHONE (2012-S1 2024)

### 3,7Md\$

3,7Md\$ investis dans **237** opérations

### Entreprises technologiques et à vocation technologique

**558M\$** ont été investis dans **87** opérations à destination d'entreprises technologique et à vocation technologique, représentant **47%** des opérations dans la région d'Afrique du Nord Francophone

### Private Equity

Le private equity a été la classe d'actif la plus active, avec **135** opérations représentant **57%** des opérations totales dans la région d'Afrique du Nord Francophone

### Cessions

**Les sociétés de capital-investissement et institutions financières** ont été les principaux acheteurs dans la région totalisant **23** opérations (**32%** des cessions)

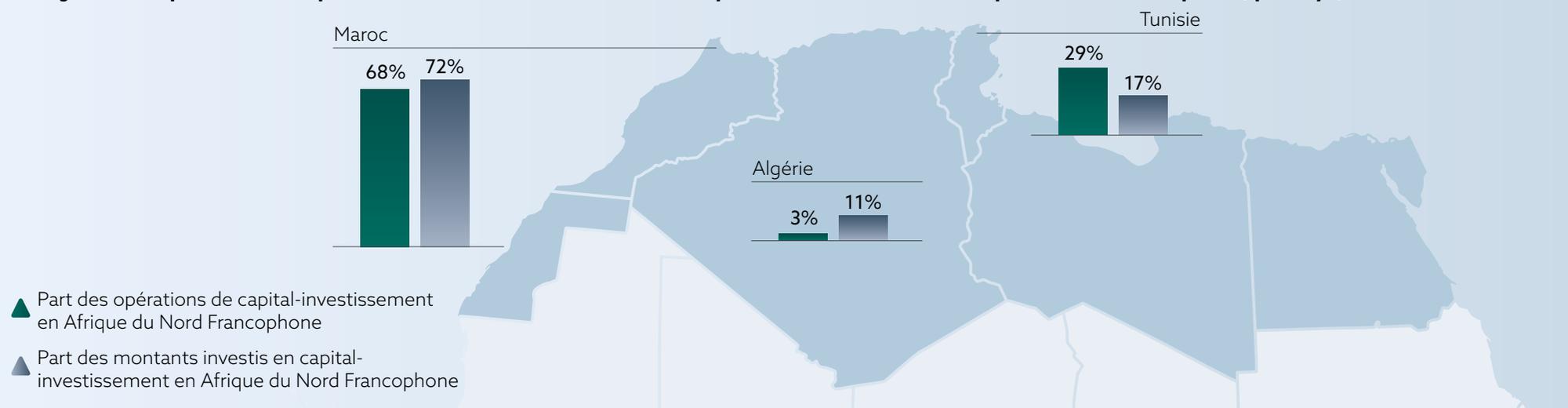
### Industrie

Le secteur des biens et services industriels a été le secteur le plus actif tant en nombre d'opérations (**23%**) qu'en montants investis (**23%**)

### Maroc

Le Maroc a été le marché le plus actif, captant **68%** des opérations de la région (**160** opérations) et **72%** des montants investis (**2,7Md\$**)

Figure 15 : Répartition des Opérations et des Montants Investis en Capital-Investissement en Afrique du Nord Francophone, par Pays, 2012-S1 2024



# Principaux Enseignements sur les Unions Économiques et Monétaires en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale

Les pays d'Afrique Francophone, majoritairement situés en Afrique de l'Ouest et Centrale, s'organisent distinctement selon leurs frontières géographiques au sein de deux unions commerciales et monétaires : l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Ces deux blocs présentent des modèles d'investissement uniques, avec une dynamique dominante de l'UEMOA dans l'activité économique régionale. Entre 2012 et le premier semestre 2024, les entreprises basées dans l'UEMOA ont attiré 195 opérations de capital-investissement totalisant 2,3 Md\$, démontrant une activité significativement plus élevée que celle enregistrée dans la région CEMAC. Cependant, malgré un volume d'opérations plus faible, la CEMAC a mobilisé des montants d'investissement comparables grâce à des projets substantiels, notamment dans le transport industriel. Ce secteur a ainsi capté 70% des montants investis dans la CEMAC, soit 1,2 Md\$ sur la période. Depuis 2021, l'émergence du capital-innovation a transformé le paysage des investissements dans les deux régions, surpassant le private equity traditionnel comme classe d'actif dominante. Dans l'UEMOA, alors que le private equity représentait historiquement 86% du volume total d'investissement, le capital-innovation et la dette privée sont devenus des classes d'actifs de premier plan depuis 2021, captant respectivement 51% et 20% du volume des opérations. Les opérations de FinTech et d'IndTech ont respectivement contribué à 75% et 80% des opérations dans leurs secteurs respectifs tandis que le secteur des biens et services de consommation courante a connu un regain d'intérêt des investisseurs, particulièrement à travers des instruments de dette privée. Dans la zone CEMAC, le capital-innovation est également au-devant de la scène, représentant 71% des opérations entre 2021 et le S1 2024, comparé à la part historique de 65% du private equity dans la période précédente. Les opérations de FinTech, HealthTech et dans le Numérique ont mené cette transformation, marquant le recul du secteur des biens et services de consommation de base, qui dominait auparavant.

Figure 16 : **Activité du Capital-Investissement par Union Économique Et Monétaire, 2012-S1 2024**

## UEMOA



**195** opérations  
2,3Md\$ de montants investis entre 2012-S1 2024

**58%** du nombre total d'opérations  
Le **private equity** a été la principale classe d'actif avec **114** opérations



**22%** du nombre total d'opérations  
Le secteur **Biens et Services de Consommation de Base** a été le secteur le plus actif avec **42** opérations



**909M\$** entre 2012-S1 2024  
Le secteur des **services aux collectivités** a attiré la plus grande part des montants investis, soit **39%** des montants totaux investis dans la zone

## CEMAC



**34** opérations  
1,7Md\$ de montants investis entre 2012-S1 2024

**44%** du nombre total d'opérations  
Le **private equity** a été la principale classe d'actif



**21%** du nombre total d'opérations  
Le secteur des **services financiers** a été le secteur le plus actif en nombre d'opérations entre 2012-S1 2024



**1,2Md\$** entre 2012-S1 2024  
Le secteur des **biens et services industriels** a attiré la plus grande part avec **70%** des montants investis dans la zone



# Méthodologie

## PÉRIMÈTRE

Le panorama du capital-investissement en Afrique Francophone de l'AVCA propose un état des lieux exhaustif du capital-investissement dans cette région, tout en mettant en lumière les tendances récentes en matière de levées de fonds, d'investissements et de cessions.

L'Afrique Francophone, telle que définie dans cette analyse, comprend les 21 pays d'Afrique subsaharienne, dont les autorités nationales ont reconnu le français comme langue officielle : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, République du Congo, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Niger, Rwanda, Sénégal, Seychelles et Togo. Bien que le français soit largement parlé au Maroc, en Tunisie et en Algérie, il n'y est pas langue officielle et ces pays ne sont donc pas inclus dans notre méthodologie actuelle. Ils feront l'objet d'un rapport distinct consacré à l'Afrique du Nord.

Le rapport couvre l'activité en capital-investissement des fonds de gestion qui lèvent des fonds auprès d'investisseurs institutionnels et opérant au sein des stratégies alternatives suivantes : capital-innovation, private equity, infrastructure, dette privée incluant la dette en capital-innovation et l'immobilier.

## PRINCIPES DE COLLECTE

L'équipe de recherche de l'AVCA collecte semestriellement des données directement auprès des gestionnaires de fonds mais aussi par le biais de communiqués de presse et autres sources publiques afin d'assurer l'exhaustivité des opérations. Une attention particulière est accordée à la validation des données, au contrôle de cohérence et à la mise à jour des données historiques signalées par les contributeurs. Bien que ces efforts visent à garantir un haut niveau de fiabilité, l'AVCA ne peut assurer une exactitude absolue des données.

## TRAITEMENTS STATISTIQUES

### Approche de marché

Les statistiques de l'AVCA reposent sur une « approche de marché », agrégant les données selon la destination géographique du capital, indépendamment de l'emplacement des fonds de capital-investissement. À l'échelle africaine, cela inclut les levées de fonds dédiées à l'Afrique et les investissements dans des entreprises ayant leur siège social ou des activités majeures sur le continent, quelle que soit la localisation des fonds.

### Investissements

Les données incluent toutes les opérations d'investissements effectués par les fonds de gestion en capital-innovation, et, private equity, infrastructure, en dette privée et en immobilier. Ces opérations comprennent les phases d'amorçage, de capital-crédation, de capital-développement et de transmission mais aussi les projets d'infrastructure *Greenfield et Brownfield*, le prêt direct, la dette en difficulté, la dette mezzanine et la dette en capital-innovation. Les montants investis prennent en compte les fonds propres, la dette mezzanine, la dette junior et senior, ainsi que les co-investissements significatifs, lorsque disponibles.

### Cessions

Les données sur les cessions se limitent aux cessions définitives réalisées par les fonds de de gestion. Une cession est comptabilisée lorsqu'un fonds est simultanément entré et sorti du capital d'une même entreprise.

### Levées de fonds

Seules les levées finales sont incluses dans les statistiques sur les levées de fonds. Cependant, des indications relatives aux levées intermédiaires depuis 2023 sont également représentées. Seuls les fonds spécifiquement orientés vers l'Afrique ou disposant d'une allocation significative dédiée à l'Afrique dans un mandat élargi de marchés émergents figurent dans cette analyse. Les fonds ayant un mandat d'investissement mondial sont exclus.



## Secteurs

La classification par secteur des entreprises investies repose sur la classification GICS (Global Industry Classification Standard Classifications) de 2018. La ventilation par sous-secteur est la suivante :

 <b>Biens et Services de Consommation Discrétionnaires</b>	 <b>Biens et Services de Consommation de Base</b>	 <b>Services Financiers</b>	 <b>Numérique</b>	 <b>Télécommunications &amp; Communications</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>• Automobile et composants dédiés</li><li>• Biens de consommation non-alimentaires et vêtements</li><li>• Services aux consommateurs</li><li>• Commerce de détail</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Commerce de détail de produits alimentaires</li><li>• Alimentation, boissons et tabac</li><li>• Produits ménagers et personnels</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Banques</li><li>• Services financiers diversifiés et marchés des capitaux</li><li>• Assurance</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Logiciels et services informatiques</li><li>• Matériels et équipements technologiques</li><li>• Semi-conducteurs et équipements</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Télécommunication Services (including Wireless)</li><li>• Media &amp; Entertainment</li></ul>	
 <b>Santé</b>	 <b>Biens et Services Industriels</b>	 <b>Matériaux</b>	 <b>Immobilier</b>	 <b>Énergie</b>	 <b>Services aux Collectivités</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Équipements et services pour les professionnels de soins de santé</li><li>• Produits de santé, pharmaceutiques et de biotechnologies</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Biens d'équipements industriels</li><li>• Services commerciaux et professionnels</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Produits chimiques</li><li>• Matériaux de construction</li><li>• Métaux et mines</li><li>• Papier et Bois</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Fonds de placement Immobilier</li><li>• Agences Immobilières de gestion et développement</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Équipements et services énergétiques</li><li>• Pétrole, gaz, combustibles des ménages</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Services publics d'électricité</li><li>• Services de gaz</li><li>• Services publics divers</li><li>• Services de distribution d'eau</li><li>• Producteurs indépendants d'électricité et d'énergies renouvelables</li></ul>

## CONFIDENTIALITÉ

L'ensemble des données collectées est traité avec la plus stricte confidentialité. Seule l'équipe de recherche de l'AVCA a accès aux données brutes, lesquelles ne sont publiées que sous une forme agrégée.



## Endnotes

- 1 World Bank Databank
- 2 Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cote d'Ivoire, Comores, Djibouti, Guinée équatoriale, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Niger, République Centrafricaine, République du Congo, République Démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Tchad et Togo.
- 3 Bien que le français soit largement parlé au Maroc, en Tunisie et en Algérie, il ne constitue pas une langue officielle et par conséquent ces pays ne sont pas inclus dans notre méthodologie actuelle. Ces pays feront l'objet d'une analyse dans le prochain rapport régional sur l'Afrique du Nord.
- 4 Les pays Francophones de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine comprennent le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.
- 5 Les pays Francophones de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale comprennent le Cameroun, la Guinée Équatoriale, le Gabon, la République Centrafricaine, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, et le Tchad.
- 6 African Development Bank, 2024. [\*Africa's Macroeconomic Performance and Outlook\*](#)
- 7 African Development Bank, 2024. [\*African Economic Outlook\*](#)
- 8 African Development Bank, 2024. [\*African Economic Outlook\*](#)
- 9 World Bank Databank
- 10 <https://www.africanews.com/2023/11/10/unlocking-rwandas-tourism-potential-a-journey-through-sports-partnerships//>
- 11 World Bank, 2024. [\*Economic Barometer for the Central African Economic and Monetary Community\*](#)
- 12 African Development Bank, 2024. [\*African Economic Outlook\*](#)
- 13 International Monetary Fund, 2024. [\*WAEMU Staff Report on the Common Policies for Member Countries\*](#)
- 14 World Bank, 2024. [\*Economic Barometer for the Central African Economic and Monetary Community\*](#)
- 15 World Bank, 2024. [\*Comoros Country Overview\*](#)
- 16 World Bank, 2024. [\*Djibouti Country Overview\*](#)
- 17 Trading Economics, [\*Seychelles GDP Annual Growth Rate\*](#)
- 18 International Monetary Fund, 2024. [\*IMF Staff Monitored Program for Equatorial Guinea\*](#)
- 19 International Monetary Fund, 2024. [\*WAEMU Staff Report on the Common Policies for Member Countries\*](#)
- 20 International Monetary Fund, 2024. [\*Recent Challenges to the Conduct of Monetary Policy in the WAEMU\*](#)
- 21 International Monetary Fund, 2024. [\*Recent Challenges to the Conduct of Monetary Policy in the WAEMU\*](#)
- 22 World Bank, 2024. [\*Economic Barometer for the Central African Economic and Monetary Community\*](#)
- 23 Economist Intelligence, 2024. [\*BEAC holds policy rate steady, despite still-high inflation\*](#)
- 24 African Development Bank, 2024. [\*Africa's Macroeconomic Performance and Outlook\*](#)
- 25 International Monetary Fund, 2024. [\*WAEMU Staff Report on the Common Policies for Member Countries\*](#)
- 26 International Monetary Fund, 2024. [\*CEMAC Staff Report on the Common Policies in Support of Member Countries Reform Programs\*](#)
- 27 International Monetary Fund, 2024. [\*World Economic Outlook\*](#)
- 28 International Monetary Fund, 2024. [\*World Economic Outlook\*](#)
- 29 African Development Bank, 2024. [\*Africa's Macroeconomic Performance and Outlook\*](#)
- 30 S&P Global, June 2024. [\*Senegal to start exporting crude oil after first oil in Woodside's Sangomar\*](#)
- 31 World Bank, 2024. [\*Rwanda Economic Update\*](#)
- 32 International Monetary Fund, 2024. [\*World Economic Outlook\*](#)
- 33 UMOA-Trites, 2024. [\*Côte d'Ivoire: A Dynamic and Resilient Economy\*](#)
- 34 Bloomberg, 2019. [\*Private Equity in Senegal Gets Jump-Start With State Backed Fund\*](#)
- 35 Ernst Young, 2021. [\*Rwanda Gazettes New Investment Promotion and Facilitation Law\*](#)



### Contact AVCA

37 North Row  
3rd Floor  
London W1K 6DH

E [avca@avca.africa](mailto:avca@avca.africa)  
W [www.avca.africa](http://www.avca.africa)  
C [www.avcaconference.com](http://www.avcaconference.com)  
T +44 (0)20 3874 7008

### Championing Private Investment in Africa

---

The African Private Capital Association is the pan-African industry body which promotes and enables private investment in Africa.

AVCA plays an important role as a champion and effective change agent for the industry, educating, equipping and connecting members and stakeholders with independent industry research, best practice training programmes and exceptional networking opportunities.

With a global and growing member base, AVCA members span private equity and venture capital firms, institutional investors, foundations and endowments, pension funds, international development finance institutions, professional service firms, academia, and other associations.

This diverse membership is united by a common purpose : to be part of the Africa growth story.

#### DISCLAIMER

AVCA refers to the African Private Equity and Venture Capital Association Limited, a company limited by guarantee registered in the United Kingdom. AVCA is a pan-African industry body whose international members include private equity and venture capital firms, institutional investors, foundations, endowments, international development institutions and professional services firms. The views expressed in this publication do not necessarily reflect the views of AVCA's board of directors, advisory council or members. This publication has been prepared on the basis of data sourced from AVCA's database, which contains information from public sources and private equity firms that has not been independently verified by AVCA. The database is constantly updated, and as such historical and current data may change as new information becomes available. AVCA takes no responsibility for the accuracy or completeness of the information, projections or opinions included in this publication, and neither AVCA nor any of its members or related third parties shall be responsible for any loss whatsoever sustained by any person who relies on this publication. AVCA encourages personal and non-commercial use of this publication with proper acknowledgment of AVCA. Users are restricted from reselling, redistributing, or creating derivative works for commercial purposes without the express written consent of AVCA.

